

SOMMAIRE

SIGLES ET ACRONYMES	2
1. CADRE DES ACTIVITES	4
1.1 PRESENTATION DE LA CEB	5
1.2 ORGANES D'ADMINISTRATION	6
1.3 EQUIPE DE DIRECTION AU 31 DECEMBRE 2016	8
1.4 ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE EN 2016	8
1.4.1 - Evolution de l'économie mondiale en 2016	8
1.4.2 - Evolution économique en Afrique en 2016	9
1.4.3 - Evolution économique dans les pays de l'UEMOA en 2016	9
1.4.4 - Situation économique au Bénin et au Togo	10
2 ACTIVITES 2016	11
2.1 ACTIVITES DES ORGANES DELIBERANTS	12
2.1.1 - Haut Conseil Interétatique	12
2.1.2 - Haute Autorité	14
2.2 ACTIVITES DE L'EQUIPE DE DIRECTION	15
2.2.1 - Gestion des ressources humaines	15
2.2.2 - Gestion de la production de l'énergie	18
2.2.3 - Gestion du transport de l'énergie	20
2.2.4 - Gestion des projets	26
3 ETATS FINANCIERS	45
3.1 BILAN - ACTIF	46
3.2 BILAN - PASSIF	49
3.3 COMPTE DE RESULTAT	52
3.4 TABLEAU FINANCIER DES RESSOURCES ET DES EMPLOIS (TAFIRE)	55
3.5 NOTES ET COMMENTAIRES AUX ETATS FINANCIERS	60
4 POINT D'EXECUTION DU BUDGET 2016	91
4.1 REVUE DES HYPOTHESES DE BASE DU BUDGET 2016	92
4.2 BUDGET D'EXPLOITATION	93
4.3 BUDGET DES INVESTISSEMENTS	95

SIGLES ET ACRONYMES

AFD	:	Agence Française de Développement
BEI	:	Banque Européenne d'Investissement
BIDC	:	Banque d'Investissement et de Développement de la CEDEAO
BID	:	Banque Islamique de Développement
BM	:	Banque Mondiale
BOAD	:	Banque Ouest Africaine de Développement
BOO	:	Build Own Operate
CEB	:	Communauté Electrique du Bénin
CEDEAO	:	Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest
CFPP	:	Centre de Formation Professionnelle et de Perfectionnement
DAI	:	Direction de l'Audit Interne
DAP	:	Direction des Approvisionnements
DARH	:	Direction Administrative et des Ressources Humaines
DCG	:	Direction du Contrôle de Gestion
DCN	:	Direction de la Centrale de Nangbéto
DP	:	Direction de la Production
DT	:	Direction du Transport
EEEOA (WAPP)	:	Système d'Echange d'Energie Electrique Ouest Africain
GG	:	Générateur de Gaz
GRIDCo	:	Ghana Grid Company Ltd
GWh	:	Gigawattheure
IPP	:	Independent Power Producer
kWh	:	kilowattheure
MT	:	Moyenne Tension
NIGELEC	:	Société Nigérienne d'Electricité
MWh	:	Megawattheure
PHCN	:	Power Holding Company of Nigeria
PFSE	:	Projet de Fourniture des Services d'Electricité
SPTC	:	Service de la Production Thermique de Cotonou
SPTL	:	Service de la Production Thermique de Lomé
TAG	:	Turbine à Gaz
TCN	:	Transport Company of Nigeria
TT	:	Transformateur de Tension

UPDEA : Union des Producteurs, Transporteurs et Distributeurs
d'Energie Electrique en Afrique

VRA : Volta River Authority

WAPP : West African Power Pool (EEEOA)

1. CADRE DES ACTIVITES

1.1 : Présentation de La CEB

La Communauté Electrique du Bénin (CEB) est un Organisme International à caractère public. Elle a été instituée par l'Accord International et le Code Bénino-Togolais de l'Electricité du 27 juillet 1968 révisé le 23 décembre 2003.

Aux termes de cet Accord révisé, la Communauté Electrique du Bénin reçoit sur l'ensemble des territoires des deux Etats, l'exclusivité d'exercer les activités de transport, d'importation, d'acheteur unique pour les besoins des deux Etats.

Conformément à l'article L33 de l'Accord révisé, la CEB a pour missions :

- de réaliser et d'exploiter selon les règles appliquées par les sociétés industrielles et commerciales, des installations de production d'énergie électrique pour les besoins des deux Etats ;
- de réaliser et d'exploiter selon les règles appliquées par les sociétés industrielles et commerciales, les installations de transport de l'énergie électrique sur l'ensemble des territoires des deux Etats en qualité de transporteur exclusif. En outre, elle reçoit jusqu'à ce jour et théoriquement, les privilèges d'acheteur unique pour les besoins des deux Etats ;
- de conclure, en cas de nécessité, avec les pays voisins des deux Etats, des accords relatifs à l'importation de l'énergie électrique, chacun des deux Etats s'engageant à ne conclure aucun accord séparé d'importation d'énergie électrique ;
- de conclure, en cas de nécessité, des accords d'exportation de l'énergie électrique excédentaire avec les pays voisins des deux Etats ;
- de conclure, en cas de nécessité, avec les pays voisins des deux Etats, des accords de transit de l'énergie électrique ;
- d'assurer, grâce à son Centre de Formation Professionnelle et de Perfectionnement, la sélection, la formation et le perfectionnement au profit des entreprises des deux Etats sans exclusive ;
- de planifier la production et le transport de l'énergie électrique en liaison avec les ministères en charge de l'énergie électrique pour les besoins des deux Etats ;

- d'exercer au profit des deux Etats, les missions de centre de réparation et d'entretien, de centrale d'achat de matériel, d'équipements et de bureau d'études et d'ingénierie, étant entendu que ces missions n'ont pas un caractère obligatoire pour la Communauté Electrique du Bénin (CEB).

1.2 : Organes d'administration

la CEB est administrée par :

- un Haut Conseil Inter-Etatique (HCIE) composé de huit (8) ministres, membres désignés à raison de quatre (4) par le gouvernement de chacun des deux Etats ;
- une Haute Autorité (HA) de dix (10) membres à raison de cinq (5) membres par Etat, assistée d'un Directeur Général et d'un Directeur Général Adjoint.

La CEB dispose en outre de deux (2) Commissaires aux Comptes et de deux (2) Conseillers Juridiques à raison d'un Commissaire aux Comptes et d'un Conseiller par Etat. La liste des membres des différents organes se présente comme suit :

► HAUT CONSEIL INTER-ETATIQUE

BENIN	TOGO
PRESIDENTS	
<u>Dona Jean-Claude HOUSSOU</u> Ministre de l'Energie, de l'Eau et des Mines	<u>Dèdèriwè ABLY- BIDAMON</u> Ministre des Mines et de l'Energie
MEMBRES	
<u>Abdoulaye Bio TCHANE</u> Ministre d'Etat , chargé du Plan et du Développement	<u>Kossi ASSIMAÏDOU</u> Ministre de la Planification du Développement
<u>Aurélien AGBENONCI</u> Ministre des Affaires Etrangères et de la Coopération	<u>Robert DUSSEY</u> Ministre des Affaires Etrangères, de la Coopération et de l'Intégration Africaine
<u>Romuald WADAGNI</u> Ministre de l'Economie et des Finances	<u>Sani YAYA</u> Ministre de l'Economie et des Finances

► HAUTE AUTORITE

BENIN	TOGO
PRESIDENTS	
Néant	<u>Tchamdja ANDJO</u> Représentant du Ministère des Mines et de l’Energie
MEMBRES	
<u>Rufino S. d’ALMEIDA</u> Directeur de Cabinet Ministre du Plan et du Développement	<u>Essohanam EDJEOU</u> Directeur de Cabinet Ministère de la Planification du Développement
<u>Gilles GUERARD</u> Directeur Général CAA Ministère de l’Economie et des Finances	<u>Awima A.S. OUTCHANTCHA</u> Directeur Général de la SAFER Ministre de l’Economie et des Finances
<u>Moussilimatou D. HOUNYET</u> Directrice Générale du Travail Ministère du Travail, de la Fonction Publique et des Affaires Sociales	<u>Mawusi k. DOUAMENYO</u> Directeur Général du Travail Ministère de la Fonction Publique, du Travail et de la Réforme Administrative
<u>Jean-Marie N. DANDOGA</u> Directeur de Cabinet Ministère de l’Industrie, du Commerce et de l’Artisanat	<u>Kokou Biava ATTITSO</u> Directeur du Développement Industriel Ministère du Commerce, de l’Industrie, de la Promotion du Secteur Privé et du Tourisme

► COMMISSAIRES AUX COMPTES

BENIN	TOGO
<u>Armand FANDOHAN</u> Expert-Comptable	<u>Momboza HALAOUI</u> Expert-Comptable

► CONSEILLERS JURIDIQUES

<u>BENIN</u>	<u>TOGO</u>
<u>Dandi GNAMOU</u> Conseillère Technique Juridique du Ministre de l’Energie, de l’Eau et des Mines Conseillère Juridique de la CEB	<u>Kodjo WOAYI</u> Secrétaire Général de la Cour Suprême Conseiller Juridique de la CEB.

1.3 Equipe de Direction en décembre 2016

<ul style="list-style-type: none">• Djibril SALIFOU Directeur Général	<ul style="list-style-type: none">• Katari FOLI BAZI, Directeur Général Adjoint
<ul style="list-style-type: none">• Godfried M. DIDAVI Directeur du Contrôle de Gestion	<ul style="list-style-type: none">• Blu YAWO Conseiller du Directeur Général
<ul style="list-style-type: none">• Gaston K. AGON Directeur Administratif et des Ressources Humaines	<ul style="list-style-type: none">• Koffi NABROULABA Directeur Financier et de la Comptabilité
<ul style="list-style-type: none">• Armand GOMEZ Directeur de la Production	<ul style="list-style-type: none">• Antoine AKEMAKOU Directeur du Transport
<ul style="list-style-type: none">• Alain GANGBE Directeur des Approvisionnements	<ul style="list-style-type: none">• Tchaa ALI Directeur des Etudes et du Développement.

1.4 Environnement économique en 2016

1.4.1 - Evolution de l'économie mondiale en 2016

Selon le FMI, l'économie mondiale est montée en puissance au quatrième trimestre de 2016, et cette dynamique devrait persister. La croissance mondiale s'est établie à 3,1 % en 2016. L'activité s'est accélérée sensiblement dans les pays émergents et les pays en développement, parce que la situation dans les pays exportateurs de produits de base qui font face à des difficultés macroéconomiques est en amélioration progressive, grâce au redressement partiel des prix des produits de base, tandis que la croissance est restée vigoureuse en Chine et dans beaucoup d'autres pays importateurs de produits de base.

Dans les pays avancés, le redressement s'explique principalement par une accélération de la croissance attendue aux États-Unis, où l'activité a été freinée en 2016 par un ajustement des stocks et la faiblesse de l'investissement.

En effet aux États-Unis, la croissance a connu une amélioration et cela s'explique par la dynamique du deuxième semestre de 2016, portée par une reprise cyclique dans l'accumulation des stocks, une croissance solide de la consommation et l'hypothèse d'un relâchement de la politique budgétaire. Ainsi, selon les dernières estimations du FMI, la croissance en 2016 s'est établie à 1,6%.

Dans la zone euro, la reprise est restée modeste. Elle est favorisée par une politique budgétaire légèrement expansionniste, des conditions financières accommodantes, un euro plus faible et les retombées bénéfiques d'une relance budgétaire probable aux États-Unis. L'incertitude politique due à l'approche d'élections dans plusieurs pays, conjuguée avec l'incertitude relative à la relation future entre l'Union européenne et le Royaume-Uni, devrait peser sur l'activité. La croissance dans son ensemble a ralenti légèrement à 1,7% en 2016.

Au Japon à la suite d'une révision exhaustive des comptes nationaux, les taux de croissance antérieurs ont été révisés à la hausse, et la croissance pour 2016 a été estimée à 1,0 %, soit bien plus que prévu dans l'édition d'octobre 2016 des perspectives de l'Economie Mondiales (PEM). La dynamique de croissance, alimentée par des exportations nettes plus vigoureuses que prévu en 2016, devrait persister en 2017, avec une prévision de croissance de 1,2 %.

1.4.2 - Evolution économique en Afrique en 2016

En Afrique subsaharienne, une reprise modeste est prévue en 2017. Après s'être contractée de 1,5 % en 2016 en raison de perturbations dans le secteur pétrolier, conjuguées à des pénuries de devises, d'électricité et de carburants, la production au Nigéria devrait augmenter de 0,8 % en 2017 grâce à un redressement de la production pétrolière, à une croissance persistante dans l'agriculture et à une augmentation de l'investissement public.

1.4.3 - Evolution économique dans les pays de l'UEMOA en 2016

Dans l'UEMOA, l'indice de la production industrielle a progressé de 10,4% en janvier 2017, en glissement annuel, après 11,4%¹ en décembre 2016. Quant à l'indice du chiffre d'affaires du commerce de détail, il augmenterait de 7,0%, en rythme annuel, au terme du mois sous revue, après une hausse de 7,7% notée en décembre 2016.

Sur la base des données officielles, le taux d'inflation est ressorti, en glissement annuel, à -0,2% en décembre 2016. La hausse de l'indice général des prix est imputable notamment à la composante « Alimentation », dont la contribution à l'inflation est passée de -0,1 point de pourcentage en décembre 2016 à 0,4 point de pourcentage à fin janvier 2017, en rapport avec le renchérissement des légumes et tubercules dans certains pays de l'Union tels que le Burkina et la Côte d'Ivoire. Les prix des produits de la pêche ont également enregistré une augmentation notamment au Sénégal, en ligne avec la baisse de l'offre.

¹ Bulletin mensuel de statistiques économiques de l'UEMOA – Janvier 2017

La progression du taux d'inflation s'explique également par les hausses observées, en glissement annuel, au niveau des services de « Logement », notamment au Bénin, en Côte d'Ivoire, au Mali et au Niger ainsi que ceux de « Restauration » au Burkina, au Niger et au Togo.

La hausse du niveau général des prix à la consommation dans l'Union a été contenue par la baisse notable du taux d'inflation observée au Togo, où le rythme de progression des prix est passé, en glissement annuel, de +0,4% en décembre 2016 à -1,4% en janvier 2017. Ce repli reflète la baisse des prix observée au niveau des fonctions « Transport » (-4,7%), « Alimentaire » (-3,6%) et « Logement » (-2,9%).

1.4.4 - Situation économique au Bénin et au Togo

Au Bénin, l'activité économique en 2016 enregistrerait un taux de croissance de 5,0²% comme en 2015. Ce taux, quoique traduisant une constance par rapport à 2015 témoigne d'une relative vigueur de l'économie nationale malgré un environnement sous régional affaibli par la crise du naira au Nigéria. L'activité économique s'est déroulée dans un contexte non inflationniste, marqué par une inflation moyenne annuelle contenue à – 0,8% contre +0,3% en 2015.

Au Togo, le nouveau cycle quinquennal qui sera bientôt entamer au terme de la Stratégie de Croissance Accélérée et de Promotion de l'Emploi (SCAPE) 2013-2017 et qui sera traduit dans le Programme National de Développement (PND 2018-2022) en cours d'élaboration vise une croissance soutenue et inclusive, en liaison avec la politique générale du gouvernement.

Le taux de croissance du PIB réel serait de 5,0% ³en 2016 .

Le secteur primaire enregistrerait une croissance de 8,8% en 2016 par rapport à 2015. Cette bonne performance est liée à l'augmentation de la production agricole.

L'inflation s'établirait en 2016 à 1,1% contre 1,8% en 2015.

² Rapport sur la situation économique et financière du Bénin- 4^{ème} trimestre 2016

³ Exposé motifs du projet loi de finances 2017- 1^{er} Ministère-Togo

2 ACTIVITES 2016

Au cours de l'année 2016, la CEB a été confrontée à des difficultés énormes tant au niveau de la Production d'énergie que du Transport. En effet, au niveau de la production, l'année 2016 qui s'achève, n'a pas été très porteuse en matière de production propre de la CEB au regard de l'arrêt de production de la TAG de Cotonou du 1^{er} janvier au 29 octobre pour raison de remise au potentiel. A cela, il faut ajouter la non livraison du gaz de janvier à août suite à un cas de Force Majeur intervenu au Nigéria puis, de la baisse de pression du gaz livré tout le reste de l'année 2016 entraînant une production de la TAG de Lomé en dessous de la puissance nominale du GG. Il faut tout de même noter au niveau de l'aménagement hydroélectrique de Nangbéto, une bonne pluviométrie avec un volume des apports de 3 908,743 Mm³ représentant le triple du volume apports enregistré en 2015.

Quant à la gestion du réseau de transport, les difficultés majeures rencontrées en 2016 relèvent de l'effet conjugué des faits ci-après :

- les limitations de puissance par la TCN avec un taux de fourniture de 73% de la puissance contractuelle de 200 MW (146 MW en 2016 contre 200 MW)
- les limitations de puissance par GRIDCo/VRA, seulement un taux de fourniture de 18,33% de la puissance contractuelle de 120 MW (22 MW en 2016 au lieu de 120 MW) ;
- les nombreuses interruptions en provenance de la TCN.

Toutefois, relevons que la demande en énergie satisfaite sur le réseau interconnecté en 2016 a connu un léger accroissement de 3,7% passant de 2 690,2 GWh en 2015 à 2 789,9 GWh en 2016 en intégrant les productions propres de la SBEE, CEET et WACEM.

2.1 Activités des Organes délibérants :

2.1.1 - Haut Conseil Interétatique

Dans le cadre de ses activités et conformément aux dispositions du code bénino-togolais de l'électricité, le Haut Conseil Interétatique (HCIE) a tenu quatre (04) réunions au cours de l'exercice 2016.

1. La **84^{ième}** réunion a eu lieu, en session extraordinaire, le vendredi 10 juin 2016, dans la salle de réunion de la Direction Régionale du Transport Bénin à Cotonou avec pour ordre du jour :

- synthèse des délibérations de la 83^e réunion du HCIE et point sur la mise en œuvre des recommandations ;
- examen et adoption du projet de décision portant importation directe d'énergie à titre dérogatoire par un Etat membre de la Communauté ;
- équilibre offre-demande en énergie électrique de la Communauté ;
- point sur la situation financière de la CEB ;
- point sur l'état de mise en œuvre des projets ;
- examen et adoption de l'organigramme de la gestion du projet hydroélectrique d'Adjarala ;
- questions diverses.

2. La **85^{ième}** réunion a eu lieu en session extraordinaire, le vendredi 21 octobre 2016, dans la salle de réunion du siège de l'Institution à Lomé avec pour ordre du jour :

- examen et adoption des délibérations de la 84^e réunion du HCIE et point sur la mise en œuvre des recommandations ;
- point sur la situation financière de la CEB et problématique des recouvrements ;
- état de mise en œuvre du projet Adjarala ;
- note sur l'approvisionnement en énergie électrique de la Communauté ;
- questions diverses.

3. La **86^{ième}** réunion, le vendredi 25 novembre 2016, dans la salle de réunion de la Direction Régionale du Transport Bénin à Cotonou avec pour ordre du jour :

- examen et adoption du résumé des délibérations et du procès-verbal de la 85^e réunion ;
- examen et approbation des comptes de la CEB :
 - présentation du rapport de gestion de la Haute Autorité – exercice 2015 ;
 - présentation des rapports (général et spécial) des Commissaires aux Comptes ;
- questions diverses.

4. La **87^{ième}** réunion a eu lieu en session extraordinaire, le vendredi 2 décembre 2016, dans la salle de réunion du siège de l'Institution à Lomé avec pour ordre du jour :

- examen et adoption du résumé des délibérations et du procès-verbal de la 86^e réunion ;
- nomination d'un nouveau Directeur Général de la Communauté Electrique du Bénin ;
- questions diverses.

2.1.2 - Haute Autorité

Quatre (04) réunions, dont deux (2) en session extraordinaire ont marqué les activités de la Haute Autorité au cours de l'année 2016. Il s'agit de :

1. **158^{ème}** réunion, le vendredi 12 février 2016 dans la salle de réunion de la Direction Régionale du Transport Bénin, avec pour ordre du jour :
 - examen et adoption du résumé des délibérations et du procès-verbal de la 157^e réunion ;
 - point sur l'état de mise en œuvre du Projet Adjarala ;
 - note sur l'organisation de la gestion du Projet Adjarala ;
 - note sur les résultats des travaux de la Commission chargée de la vérification de diplômes ;
 - note sur l'approvisionnement en énergie électrique de la Communauté ;
 - questions diverses.
2. **159^{ème}** réunion, le jeudi 06 octobre 2016 à LOME, avec pour ordre du jour :
 - examen et adoption du résumé des délibérations et du procès-verbal de la 158^e réunion ;
 - point sur la situation financière de la CEB et problématique des recouvrements ;
 - points d'informations :
 - présentation de la CEB ;
 - état d'avancement des projets de la CEB ;
 - état du parc de production de la CEB ;
 - situation de l'approvisionnement en énergie électrique de la Communauté.
 - questions diverses.
3. **160^{ème}** réunion, le vendredi 28 octobre 2016 dans la salle de réunion de la Direction Régionale de Transport Bénin, avec pour ordre du jour :
 - examen et adoption du résumé des délibérations et du procès-verbal de la 159^e, réunion ;
 - examen et arrêté des comptes de la CEB :

- présentation du rapport d'activités du Directeur Général et des états financiers clos au 31 décembre 2015 ;
- présentation du rapport des Commissaires aux Comptes.

- questions diverses.

4. 161^{ième} réunion, le mardi 20 décembre 2016 à Lomé, avec pour ordre du jour :

- examen et adoption du résumé des délibérations et du procès-verbal de la 160^e, réunion ;
- examen et adoption du projet de budget - exercice 2017 ;
- questions diverses.

2.2 : Activités de l'équipe de direction

2.2.1 - Gestion des ressources humaines

L'effectif du personnel de la CEB au 31 décembre 2016 est de quatre cent soixante-dix-sept (477) agents répartis par groupe socioprofessionnel, par fonction et par unité ainsi qu'il suit :

2.2.1.1 Effectif par groupe socioprofessionnel et par sexe :

N°	Groupes/ Sexe	Effectif	Part (%)
1	Cadres	69	15%
	- Hommes	60	13%
	- Femmes	9	2%
2	Maîtrises	175	37%
	- Hommes	145	30%
	- Femmes	30	7%
3	Exécutions	233	48%
	- Hommes	216	45%
	- Femmes	17	3%
TOTAL		477	100%

2.2.1.2 Effectif par fonction

N°	Fonctions	Effectif	Observations
1	Directeurs Généraux	02	DG, DGA
2	Directeurs Centraux	07	DCG; DARH; DFC; DED; DT; DP; DAP;
3	Conseiller	01	.
4	Directeurs Régionaux	04	DRTB ; DRTT ; DCN ; CFPP
5	Chefs de Services	29	
6	Chef de Divisions	31	
7	Chef de sections	51	

2.2.1.3 Effectif par Unité

N°	Unités	Effectif	Part (%)	Localisation
1	Siège de la CEB	142	29,77%	Lomé/Togo
2	Direction Régional du Transport Togo (DRTT+SPTL)	130	27,25%	Lomé/Togo
3	Direction Régional du Transport Bénin (DRTB+SPTC)	143	29,98%	Cotonou/Bénin
4	Direction de la Centrale de Nangbéto (DCN)	51	10,69%	Nangbéto/Togo
5	Centre de Formation Professionnel et de Perfectionnement (CFPP)	11	2,31%	Abomey – Calavi/Bénin
	TOTAL	477	100%	

2.2.1.4 Mouvements du personnel

2.2.1.4.1 Les entrées

Les entrées sont relatives aux recrutements en vue de pallier l'insuffisance d'effectifs dans les diverses branches d'activités de la CEB. Elles concernent les Contrats à Durée Indéterminée (CDI) d'une part et les Contrats à Durée Déterminée (CDD) d'autre part. Ainsi, trente-trois (33) agents ont été recrutés, toutes catégories confondues (Cf. Tableau ci-dessous).

► Les Contrats à Durée Indéterminée (CDI)

Un (01) agent d'Exécution a été engagé (cf. Tableau ci-dessous).

► Les Contrats à Durée Déterminée (CDD)

La CEB a recruté trente-deux (32) agents en CDD comme le montre le tableau ci-dessous.

Tableau des Entrées

N°	Groupe socio - professionnel	Effectif	Statut	Observations
1	Agent d'exécution	01	CDI	01 agent d'exécution
2	Agent d'exécution	31	CDD	31 agents d'exécution
3	Agent de maitrise	01	CDD	1 agent de maitrise
	TOTAL	33		33 recrutements au total

2.2.1.4.2 Les sorties

En 2016, la CEB a enregistré cinq (05) décès, deux (02) détachés, neuf (09) départs à la retraite et une démission pour raisons personnelles.

2.2.1.4.3 Les sanctions

Au cours de l'année 2016 quatre (04) agents ont écopé de sanction : une mise à pied de huit jours, une suspension des avancements, et, de toutes activités de délégués du Personnel pour une durée de cinq ans.

2.2.1.4.4 Licenciement

Au cours de l'année 2016 un (01) agent a été licencié pour faute lourde consécutive à ses diverses absences répétées et injustifiées.

2.2.1.5 Renforcement des capacités

En vue d'atteindre un niveau de performance et d'efficacité dans la production et le transport de l'énergie électrique, la CEB a procédé à des formations au cours de l'année 2016.

Séminaires et formations

Comme en 2015, le plan de formation 2016 a été consacré prioritairement à la formation de groupe. Au total, 77 agents de maîtrise, 26 agents d'exécution et 45 agents cadre ont été formés. Il faut noter que le renforcement des capacités en 2016 a été effectué à l'aide d'un plan de formation exécuté essentiellement sur fonds propres. Ainsi, en 2016 selon le plan de formation cent quarante-huit agents ont été formés sur douze (12) différents thèmes avec un budget de deux cent millions (200 000 000) de FCFA contre un budget de cent quinze millions (115 000 000) de FCFA en 2015. Toutefois, le montant des actions engagées n'est que de 129 476 839 FCFA soit un taux de réalisation de 65%. Les ratios de formation par catégorie socioprofessionnelle se présentent comme suit :

Groupe socioprofessionnel	Effectifs	Effectifs Formés en 2016	Part (%)
Cadres	69	45	65,22%
Agents de Maîtrise	175	77	44,00%
Agents d'Exécution	233	26	11,16%
TOTAL	477	148	31,03%

Au total, suivant les données ci-dessus, 31,03% du personnel ont bénéficié d'une formation en 2016. Le faible pourcentage enregistré de l'effectif formé s'explique par "*l'étroitesse*" du budget alloué qui n'est que conséquence des difficultés de trésorerie de la CEB.

2.2.2 - Gestion de la production de l'énergie

L'énergie totale produite en 2016 par la Communauté, s'est établie à 1 090,722 GWh dont 229,588 GWh par la CEB, toutes sources confondues et 861,134 GWh par les clients et producteurs indépendants.

En 2016, la production propre de la CEB a connu une augmentation passant de 167,187 GWh en 2015 à 229,588 GWh soit un accroissement de **37,32%**. **Cette augmentation de la production propre de la CEB en 2016 est due essentiellement à la production au niveau de l'aménagement hydroélectrique de Nangbéto qui a connu une bonne pluviométrie avec un volume des apports de 3 908,743 Mm³ représentant le triple du volume des apports enregistrés en 2015.**

Le détail des activités suivant les sources de production est présenté ci-dessous.

2.2.2.1 Production de source hydraulique

La production de l'année 2016 à la Centrale Hydroélectrique de Nangbéto, s'élève à 204,094 GWh contre 56,438 GWh en 2015, soit une augmentation de 261,63% par rapport à l'année précédente. Cette production occupe le 08 ième rang sur 30 dans la performance du barrage établissant à 164,321 GWh la moyenne de 1987 à 2016. L'année hydrologique 2016 est caractérisée par des crues qui ont couvert une période de plus de deux mois. L'année 2016 se classe au 06^{ème} rang sur les 30 années d'apports hydrologiques.

La vidange et le remplissage de la digue (côte en mètre sur mer) qui ont permis la production 2016 se présentent comme suit :

- Côte de la retenue au 1er Janvier 2016 à 0 h : 139,20
- Côte minimale atteinte le 06 Août 2016 à 05 h : 133,32
- Côte maximale atteinte le 29 Septembre 2016 à 05 h : 144,00
- Côte de la retenue le 31 Décembre 2016 à 24 h : 139,24

Le volume apport de l'année s'élève à **3 908,743 Mm³** contre un volume apport de **1 184,867 Mm³** en 2015. L'année hydrologique 2016 a été caractérisée par des crues étalées sur la période allant du 23 juillet au 13 Octobre. Le débit maximal enregistrée le 20

septembre est de 1060 m3/s. La côte nominale de la retenue (144 msm) est atteinte le 29 septembre à 00 h.

2.2.2.2 Production de sources thermiques

➤ Production CEB

Les énergies totales produites par les centrales thermiques SPTL et SPTC sont présentées comme suit :

Unité	Energie Produite (GWh)	Heure de marche (h)	Puissance Maximale (MW)
TAG LOME (SPTL)	18,611	1168,1	22,35
TAG MARIA-GLETA (SPTC)	7,408	409,8	23,43

2.2.2.3 Consommation et coût des combustibles

La TAG de Lomé a tourné au Jet A1, elle a consommé une quantité de 400 138 L dont le montant est évalué à cent cinquante-neuf millions deux cent quatorze mille huit cent quarante et un (159 214 841) francs CFA et au gaz dont la consommation est de 467 820,57 MMBTU évaluée à un milliard cent douze millions trois cent quatre-vingt-dix mille quatre cent soixante-treize (1 112 390 473) francs CFA.

La TAG de Maria Gléta a tourné au gaz dont la consommation est de 76 895,69 MMBTU évaluée à cinq cent vingt millions quatre cent huit mille six cent vingt-sept (520 408 627) francs CFA et au JET A1 mais pas dans le compte de la CEB.

➤ Production Clients

La production des clients en 2016 s'est établie à huit cent soixante-un virgule cent trente-quatre (861,134) GWh répartie comme suit :

CLIENTS	CEET	667,578
	SBEE	180,280
	WACEM	13,276
TOTAL PRODUCTION		861,134

2.2.3 - Gestion du transport de l'énergie

2.2.3.1 Achats d'Energie

Les achats d'énergie en 2016, concernent uniquement les importations. L'énergie achetée est de **1 693,899 GWh** contre **2 048,722 GWh** en 2015, soit une baisse de 17,32%. Le montant total des achats pour 2016 s'élève à 84,395 milliards de francs CFA contre 93,097 milliards de francs CFA en 2015 soit une diminution de 9 %.

2.2.3.2 Mouvements d'énergie

Le bilan des énergies et des puissances enregistrées sur le réseau de la CEB au cours de l'exercice 2016 se présente comme suit :

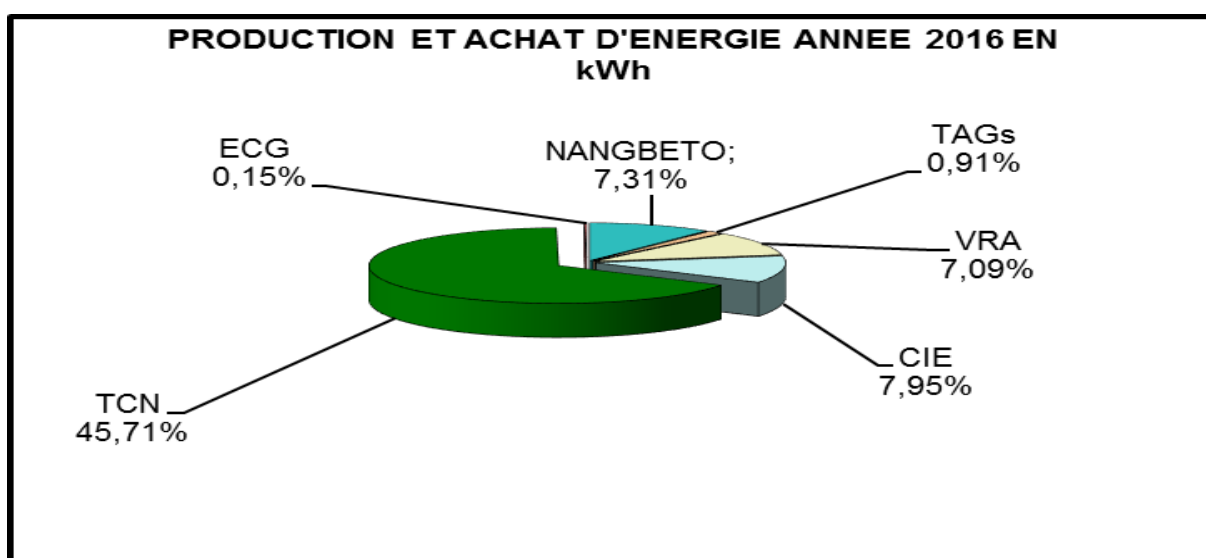
2.2.3.2.1 : Approvisionnement en énergie (offre)

La demande en énergie satisfaite par le réseau interconnecté de la CEB (y compris les pertes ainsi que les productions propres de la CEET, de la SBEE et de WACEM) est de **2 789,900 GWh** en **2016** contre **2 690,202 GWh** en **2015** soit un accroissement positif de **3,71 %**.

Les sources d'approvisionnement ayant permis à la CEB de couvrir cette demande sont récapitulées dans le tableau ci-après :

SOURCES DE COUVERTURE DE LA DEMANDE 2016-2015 EN GWh

SOURCES D'APPROVISIONNEMENT	2016		2015		EVOLUTION 2015-2016	
	QUANTITE PRODUITE	%	QUANTITE PRODUITE	%	ECART	
					QUANTITE	%
SOURCES INTERNES CEB						
DCN	204,094	7,315%	56,438	2,098%	147,656	261,63%
TAG Maria-Gléta	6,883	0,247%	110,749	4,117%	-103,866	- 93,79%
TAG Lomé	18,611	0,667%	0	0,000%	18,611	
TOTAL CEB	229,588	8,229%	167,187	6,215%	62,401	37,32%
SOURCES INTERNES CLIENTS						
CEET	667,578	23,928%	343,855	12,782%	323,723	94,15%
SBEE	180,280	6,462%	121,44	4,514%	58,84	48,45%
WACEM	13,276	0,476%	8,998	0,334%	4,278	47,54%
TOTAL CLIENTS	861,134	30,866%	474,293	17,630%	386,841	81,56%
TOTAL SOURCES INTERNES (CEB+CLIENTS)	1 090,722	39,095	641,480	23,845%	449,242	70,03%
TOTAL IMPORTATIONS						
VRA	197,978	7,096%	496,84	18,468%	-298,862	-60,15%
ECG	4,046	0,145%	3,30	0,123%	0,746	22,61%
CIE	221,903	7,954%	12,98	0,483%	208,923	1609,58%
TCN	1 275,251	45,710%	1 535,60	57,081%	-260,349	-16,95%
TOTAL IMPORTATIONS	1 699,178	60,905%	2 048,722	76,155%	-349,542	-17,06%
TOTAL APPROVISIONNEMENT	2 789,900	100%	2 690,202	100,000%	99,7	3,71%



Au regard de ce tableau, en 2016, la demande a été satisfaite par :

- Les Sources Internes de Production :
 - LA CEB : avec une production de 229,588 GWh en 2016, contre un niveau de production de 167,187 GWh en 2015 soit une augmentation de 37,32% essentiellement liée à une pluviométrie satisfaisante à Nangbéto et à la remise en exploitation des Turbines à Gaz de Lomé Port et de Maria Gléta successivement le 23 février 2016 et le 31 Octobre 2016.
 - LES CLIENTS : les clients internes de la CEB en l'occurrence la CEET, la SBEE et WACEM, ont fortement contribué à la couverture de la demande avec une production totale de 861,134 GWh en 2016 contre une production de 474,293 GWh en 2015. Cette hausse de la fourniture à 81,56% est essentiellement liée à la forte sollicitation de Contour Global en 2016.

Au total, la production des sources internes (CEB + Clients) de la Communauté s'est établie à 1 090,722 GWh représentant 39,095% des besoins à satisfaire en 2016.

- Les Sources Externes d'Approvisionnement :
 - LES IMPORTATIONS D'ENERGIE : les importations d'énergie en 2016 se sont établies à 1 699,178 GWh contre 2 048,722 GWh en 2015 soit une baisse de 17,06%. Cette diminution relève essentiellement des ordres de réduction de puissance quasi quotidien de la VRA et de la TCN.

Quant à la CIE, elle a eu plus de disponibilité en 2016 et les importations auprès d'elle ont augmenté de 1609,58% passant de 12,980 GWh en 2015 à 221,903 GWh en 2016.

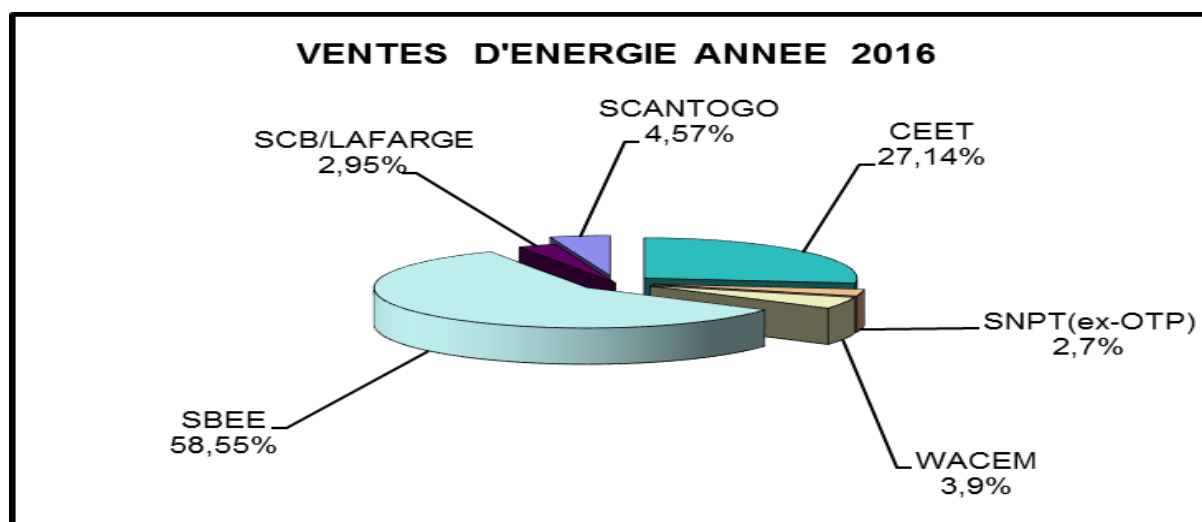
2.2.3.2.2 Ventes d'Énergie

En 2016, la vente Totale d'énergie de la CEB à ses clients y compris la SONABEL au Burkina Fasso s'est établie à **1 791,265 GWh** contre **2 071,883 GWh** en 2015 soit une régression de **13,54%**.

Le détail des ventes par client et par pays se présente comme suit :

PAYS	CLIENTS	2016		2015		EVOLUTION 2015-2016	
		Quantité (kWh)	%	Quantité (kWh)	%	Ecart	%
BENIN	SBEE	1 048 707 809	58,55%	1 086 868 999	52,46%	-38 161 190	-3,51%
	SCB/LAFARGE	52 771 937	2,95%	59 090 203	2,85%	-6 318 266	-10,69%
	TOTAL BENIN	1 101 479 746	61,49%	1 145 959 202	55,31%	-44 479 456	-3,88%
TOGO	CEET	486 187 448	27,14%	744 258 257	35,92%	-258 070 809	-34,67%
	WACEM	69 817 000	3,90%	49 085 000	2,37%	20 732 000	42,24%
	SNPT	48 359 000	2,70%	57 695 000	2,78%	-9 336 000	-16,18%
	SCAN TOGO	81 856 089	4,57%	71 624 866	3,46%	10 231 223	14,28%
	TOTAL TOGO	686 219 537	38,31%	922 663 123	44,53%	-236 443 586	-25,63%
TOTAL BENIN+TOGO		1 787 699 283	99,80%	2 068 622 325	99,84%	-280 923 042	-13,58%
BURKINA FASSO (SONABEL)		3 565 494	0,20%	3 261 154	0,16%	304 340	9,33%
TOTAL GENERAL		1 791 264 777	100,00%	2 071 883 479	100,00%	-280 618 702	-13,54%

Au regard de ce tableau, l'énergie vendue au Togo et au Bénin ont respectivement baissé de 25,63% et de 3,88%. Notons que la baisse significative de 25,63% au Togo est essentiellement liée à la sollicitation récurrente de la production du producteur indépendant Contour Global par la CEET.



2.2.3.2.3 Pertes d'énergie sur le Réseau

L'énergie non vendue par la CEB en 2016 en raison des pertes sur le transport et des consommations des auxiliaires est de **127,603 GWh** contre **140,721 GWh** en 2015. Cette énergie non vendue représente **4,93%** de l'énergie produite et achetée par la CEB et ses clients et de l'énergie injectée dans le réseau de transport CEB par Contour Global Togo et TAG 80 MW SBEE, contre 5,23% en 2015. Cette amélioration s'explique par la fin des travaux réalisés en 2015 notamment la réhabilitation de la ligne Lomé-Cotonou-Onigbolo , Nangbéto-Atakpamé ainsi que les changements d'isolateurs.

2.2.3.2.4 Bilan des puissances enregistrées et Facteur de charge

Les puissances maximales (moyennes quarts horaires) appelées sur les réseaux interconnectés en 2015 sont les suivantes :

CEB : 434,00 MW le jeudi 21 janvier à 21h00 (contre 414,25 MW en 2015)

BENIN : 262,49 MW le mercredi 30 mars à 19h00 (contre 240,80 MW en 2015)

TOGO : 241,29 MW le jeudi 13 octobre à 16h00 (contre 198,64 MW en 2015)

La demande totale d'énergie du réseau interconnecté est de **2 789,900 GWh**, tandis que la puissance maximale moyenne quart horaire appelée est de **434,00 MW**. La puissance moyenne correspondante à la demande totale d'énergie étant de $2\,789\,000 / (24 \times 365) =$ **318,48 MW**, le **facteur de charge de l'année 2016** est alors égal à $318,48/434 =$ **73,34%** contre 74,13% en 2015 et 69,91% en 2014.

2.2.3.2.5 : Qualité du service fourni

La fourniture d'énergie électrique par la CEB en 2016 à ses clients a été fortement influencée par les contraintes ci-après :

- la réduction de l'énergie venant de la VRA/GRIDCo et de la TCN. Les TAGs CEB de Lomé Port et de Maria Gléta ont été remises successivement en exploitation le 23 février 2016 et le 31 octobre 2016 après révision générale aux Etats-Unis. La baisse de la pression du gaz venant du Nigéria (WAPCo)

- le nombre d'interruptions de GRIDCo est de 06 en 2016 contre 4 en 2015. Ces interruptions ont engendré une énergie non livrée d'environ 570,260 MWh. La durée cumulée de ces interruptions a été de 475 minutes soit 0 jour 07 heures 55 minutes contre 261 minutes soit 0 jour 04 heures 21 minutes en 2015 ;

- le nombre d'interruptions de TCN est de 41 en 2016 contre 14 en 2015 avec une énergie non livrée de 20 256,930 MWh. La durée cumulée de ces interruptions a été de 9 632 mn, soit, 06 jours 16 heures 32 minutes contre 03 jours 14 heures 46 minutes en 2015 ;

- les interruptions de fourniture autre que les black-out partiels sont au nombre de 2 317 en 2016 contre 2 335 en 2015 et ont une durée cumulée de 128 715 mn soit 89 jours 09 heures 15 minutes en 2016 contre 147 343 mn soit 102 jours 07 heures 43 minutes en 2015. Ces interruptions de fourniture ont engendré une énergie non fournie de 21 927,340 MWh ;

Les contraintes ci-dessus ont impacté négativement la disponibilité de l'énergie pour la Communauté. **Toutefois, la demande en énergie électrique satisfaite sur le réseau interconnecté s'est accrue de 3,7% mais la quantité d'énergie électrique vendue par la CEB au Bénin et au Togo a baissé de 13,58% par rapport à 2015.**

2.2.3.2.5.1 Déclenchements

Les interruptions internes sur le réseau électrique de la Communauté indiquées ci-dessus constituent les déclenchements au titre de l'exercice 2016.

2.2.3.2.5.2 Incidents

Les fournitures VRA/GRIDCo et TCN ont connu des interruptions dont le nombre est supérieur à celui de 2015. Dans le système électrique communautaire, les interruptions de fourniture ont légèrement baissé améliorant ainsi la qualité de service offert par rapport à 2015. Le nombre d'interruptions est passé de 2 335 en 2015 à 2 317 en 2016 soit une diminution de 0,77%.

Les incidents relevés en 2016 ont essentiellement pour origine les faits ci-après :

- Mauvaises conditions atmosphérique,
- Défauts sur les équipements,
- Explosions de certains disjoncteurs.
- Manque de coordination de protection avec les distributeurs

2.2.3.3 Maintenance des équipements

L'année 2016, a été marquée essentiellement par les travaux de réhabilitation et de modernisation du Dispatching.

Dès le début de l'année 2016, le projet est entré dans sa phase active avec la réalisation des tests point à point, de la levée des réserves et la marche industrielle qui est en cours. Tous ces travaux n'ont pas permis de mettre convenablement en exécution les programmes de maintenance préventive des équipements.

2.2.4 Gestion des projets

Au cours de l'année 2016 plusieurs grands chantiers sont menés par la CEB autour des différents projets de développement du secteur de l'énergie électrique au Bénin et au Togo.

Les activités relatives à la mise en œuvre des projets répertoriés au titre du budget exercice 2016, se présentent sommairement comme suit :

- La réception du projet de modernisation et extension du dispatching de la CEB ;
- Le démarrage des prestations de l'ingénieur conseil EDF, en charge de l'élaboration du DAO et de la supervision des travaux de réhabilitation du barrage hydroélectrique de Nangbéto ;
- La réception définitive des ouvrages des projets de construction d'une travée transfo de puissance 161/34,5/22 kV au poste de Kara et d'extension du poste de Maria-Gléta ;
- La poursuite des travaux de construction de la ligne 161 kV Onigbolo-Parakou et Sakété Porto-Novo par la réalisation des études d'exécution, la conception, la fourniture, et le montage des équipements ;
- L'installation de l'entreprise SINOHYDRO sur le site du projet d'aménagement hydroélectrique d'Adjarala à la suite de la pose de la première pierre par les chefs d'Etats et de Gouvernement du Bénin et du Togo ;
- La levée des réserves formulées lors de la réception des travaux de réhabilitation de la ligne Lomé-Cotonou-Onigbolo et postes associés ;
- La poursuite des travaux de construction de ligne interconnexion 330 kV Volta-Davié-Sakété par la réalisation des études d'exécution, la conception, la fourniture, et le montage des équipements ;
- La finalisation du processus de sélection des entreprises initialement identifiées pour le projet de la ligne 161 kV Lomé-Atakpamé ;

- Le démarrage des travaux de construction de la ligne et des postes de transformation identifiés au titre du projet de la ligne 161 kV Bembéréké-Kandi-Malanville ;
- La poursuite du projet de mise en place d'un système informatisé de planification et de suivi évaluation des projets de la CEB ;
- Le suivi de l'actualisation de l'étude de faisabilité et la préparation des documents d'appel d'offres de l'interconnexion dorsale nord 330 kV Nigeria Niger Togo Bénin Burkina Faso
- La réalisation de certaines composantes des projets de renforcement et de sécurisation du réseau électrique de la CEB (extension du poste de Lomé Port pour alimenter Lomé Container Terminal (LCT), raccordement de l'usine de Scantogo au réseau de la CEB, etc...) ;
- L'achèvement et la réception des travaux de pose de fibres optiques sur le réseau électrique Momé Hagou-Nangbéto, Nangbéto-Bohicon et Nangbéto-Atakpamé de la CEB ;
- La poursuite de travaux de raccordement de l'usine de NOCIBE au réseau de la CEB en cours de réalisation ;
- L'achèvement et la réception provisoire des travaux de remplacement du transformateur de 25 MVA de la turbine à Gaz de Maria Gléta par un transformateur de 35 MVA ;
- La préparation du projet de l'interconnexion 161 kV Kara Mango Dapaong Porga et postes associés pour la mobilisation des financements avec Eximbank Inde d'une part et la BID d'autre part ;
- La poursuite du processus de sélection de Consultants pour la réalisation de l'étude d'impact environnemental et social (EIES) ainsi que les études d'ingénierie du projet d'interconnexion 161 kV Natitingou-Porga-Dapaong ;
- La construction d'une clôture maçonnée autour du domaine du poste CEB de Lokossa en République du Bénin ;
- La réhabilitation du magasin principal de la Direction régionale du Transport Bénin ;

- La construction de la route d'accès au poste CEB de Tanzoun au Bénin ;
- La reconstruction d'une partie de la clôture maçonnée du domaine du poste CEB de Cinkassé au Togo ;
- le contrôle contradictoire des bornes du barrage hydroélectrique d'Adjarala et relevés des domaines devant servir aux dépôts des explosifs, à l'installation de la centrale à béton et à la construction de la cité des ouvriers avec l'assistance technique de l'Institut Géographique National (IGN BENIN) sur demande de l'entreprise SINOHYDRO dans le cadre du projet d'Aménagement Hydroélectrique d'Adjarala et l'engagement du processus de délivrance des certificats de conformité environnementale des lignes d'évacuation de l'énergie à produire par la centrale ;
- la mise en œuvre du PGES (Plan de Gestion Environnementale et Sociale) et du PAR (Plan d'Action de Réinstallation) des projets de lignes 161 kV Onigbolo-Parakou et Sakété-Porto-Novo;
- la sélection des ONGs pour mener des campagnes d'information, d'éducation et de communication en direction des personnes qui exercent des activités dans l'emprise de la ligne dans le cadre du projet de réhabilitation de la ligne 161 kV Lomé-Cotonou-Onigbolo et le lancement du processus ;
- la réalisation de l'étude d'impact environnemental et social (EIES) du projet de pose de Fibres Optiques en souterrain entre la Direction Générale (siège) de la CEB et la Direction Régionale de Transport du Togo (DRTT) à Attikoumè dans le cadre du projet d'extension et de modernisation du Dispatching de la CEB;
- la poursuite de la mise en œuvre du PGES (Plan de Gestion Environnementale et Sociale) et du PAR (Plan d'Action de Réinstallation) du projet de ligne 330 kV Ghana –Togo – Bénin et Poste de Davié ;
- la mise en œuvre du PGES (Plan de Gestion Environnementale et Sociale) et du PAR (Plan d'Action de Réinstallation) du projet Ligne 161 kV Bembéréké-Kandi-Malanville .

De façon plus spécifique et détaillé, l'état exhaustif des actions entreprises autour d'un certain nombre de principaux projets de développement du réseau interconnecté et d'extension du parc de production de la CEB mis en œuvre se présentent comme suit :

1) Modernisation et Extension du Dispatching

L'objectif de cette composante du projet WAPP APL1 Phase 2 est de mettre le dispatching de la CEB à niveau du point de vue de la technologie, d'étendre son champ d'action à l'ensemble de son réseau en prenant en compte les exigences du marché de l'électricité du Système d'Echange d'Energie Electrique Ouest Africain.

Cette composante comprend deux sous composantes :

- la sous composante 2.1 « Supervision des travaux » ;
- et la sous composante 2.2 « Fourniture et Installation de matériel pour la modernisation et l'extension du dispatching ».

Au terme du processus de sélection du consultant pour ce volet lancé en décembre 2005, le contrat a été signé le 31 janvier 2008 avec le consultant EDF-CIST.

Données du contrat :

Numéro du contrat	003/CEB/DG/DED/08
Date de signature du contrat	31/01/08
Date d'entrée en vigueur du contrat	
Durée de réalisation du contrat	20 mois
Montant du contrat	Base : 823 216,04 € et 183 037 250 FCFA Avenant : 12 820 € et 3 660 745 F CFA
Financement	Banque mondiale Crédit 4214-BEN

En ce qui concerne la sous-composante 2.2, travaux de modernisation et d'extension du dispatching le contrat a été signé avec le groupement ALSTOM/INEO à l'issue du processus d'appel d'offre international en deux étapes lancé en octobre 2009.

Les données générales du contrat se présentent comme suit :

Numéro du contrat	004/CEB/DG/DED/DAP/2012
Date de signature du contrat	10 janvier 2012
Date d'entrée en vigueur du contrat	16 mai 2012
Durée de réalisation du contrat	17 mois + 3 mois de disponibilité
Montant du contrat	Base : 7 925 086,41 € et 708 251 051 F CFA
Financement	Banque mondiale Crédit 4214-BEN

Au 31 décembre 2016, l'avancement se présente comme suit :

- la rubrique ateliers d'énergie et filerie a été réalisée et a englobé les travaux suivants :
- implantation des ateliers d'énergie dans les différents postes suivant le marché

- câblages et leur conformité avec les spécifications
- remplacement d'équipements non conformes (tableaux de distribution 48V)
- mises en service dans tous les postes compris dans le scope du projet RTU

Les armoires RTU sont installées et mises en service dans tous les postes.

Equipements de Télécommunication

Il est à noter que l'ensemble des armoires de télécommunication des zones BENIN Sud et TOGO Sud sont en service et réceptionnées y compris les armoires affectées à la liaisons fibre optique Lomé Aflao- LSI, faisceaux hertziens CDR-Akpakpa et CDR-Gbégamey. Les armoires de télécommunication des zones BENIN Nord et TOGO Nord sont raccordées et sous tension et seront réceptionnées dès que les fibres optiques en ligne seront rendues disponibles par la CEB.

Tests

Les tests locaux ont été réalisés pour les postes de CVE ; CMG ; AVA ; MOM ; LPO ; BOH ; ATA ; LAF et NAN et une liste de réserves a été établie.

Les tests points à points ne concernent qu'une liste d'informations présélectionnées de chacun des postes, ces tests sont réalisés pour les postes cités plus haut. Les rapports seront validés par le Consultant après la levée totale des réserves.

Génie civil

Les travaux de finitions sont réalisés dans la salle de conduite du dispatching principal la salle serveur, la salle simulateur formation et bureau formateur, les bureaux chef de section maintenance et exploitation et le bureau du chef de service. Les faux planchers installés ont montré leur piètre qualité en si peu de temps, INEO a pris l'engagement de les remplacer tous.

Au plan environnemental et en vue de satisfaire les exigences des procédures environnementales, la CEB a engagé le processus de réalisation de l'étude d'impact environnemental et social (EIES) du projet de pose de Fibres Optiques entre la Direction Générale (siège) de la CEB et la Direction Régionale de Transport du Togo (DRTT) à Attikoumè. Les travaux d'études sont achevés et le rapport de l'EIES est déposé. L'Agence Nationale de Gestion de l'Environnement (ANGE) a achevé le processus de validation et le certificat de conformité a été délivré par l'autorité le 20 mai 2016.

Facturation

L'essentiel des factures validées par l'ingénieur conseil EDF ont été transmises pour paiement. Néanmoins les factures des 5% et 15% liées à la réception opérationnelle ont été retenues jusqu'à la connexion partielle du poste de Sakété que le Groupement a considéré jusqu'à présent comme hors scope. Le crédit IDA a été clôturé le 30 juin 2016 et le poste de Sakété connecté le 16 septembre 2016.

Il faut signaler que le bailleur n'ayant pas donné son avis de non objection sur les avenants 2 et 3 de l'ingénieur conseil EDF pour la supervision et le contrôle des travaux, la CEB a dû payer sur fonds propres ces prestations.

Par ailleurs le crédit IDA ne couvrant pas la totalité du marché y compris les avenants avec le Groupement ALSTOM/INEO, le CEB supportera le gap sur fonds propres. Ce gap devrait être les paiements en attente le bailleur ayant fini ses paiements.

Globalement on relève que ce projet a été réalisé avec un an environ de retard, mais laisse un goût d'inachevé car :

- **Les postes du Nord Togo – Bénin n'ont pas été testés en réel avec le centre de conduite, la DT n'ayant pas réparé la fibre optique jusqu'à date ;**
- **Le poste de Sakété est connecté sans la remontée des alarmes le Groupement protestant que ce poste est hors scope ;**
- **Le poste de Nangbéto est connecté sans les téléactions sur les groupes, la CEB ayant un litige de facture avec GEMCO qui a réhabilité le régulateur des groupes ;**
- **Les faux planchers du centre principal n'ont pas été remplacés comme promis par INEO ;**
- **La marche industrielle contractuelle avec l'assistance au Maître d'Ouvrage pour l'exploitation du système E-terra n'a pas été réalisée ;**
- **L'ingénieur conseil a abandonné le projet depuis fin 2015, la CEB ne pouvant continuer les prorogations faute d'engagement ferme du Groupement.**

2) Projet de construction de lignes 161 kV Onigbolo - Parakou, Sakété – Porto-Novo et postes associés

L'objectif de ce projet est d'alimenter d'une part la ville de Porto Novo à partir du poste existant de Sakété par la construction de la ligne Sakété – Porto Novo longue d'environ 30 km et d'autre part, de permettre à travers la ligne Onigbolo – Parakou longue d'environ 260 km de créer une voie secours pour l'alimentation du Nord Togo/ Nord Bénin.

La construction de ces deux lignes est inscrite dans le projet de Développement de l'Accès à l'Energie Moderne (DAEM) financé conjointement par la Banque Mondiale, la Banque Européenne d'Investissement et la KfW.

Contrats des Entreprises adjudicataires des différents lots

Le projet est constitué des 8 lots suivants + un (01) contrat de supervision des travaux de l'Ingénieur Conseil :

Les différents contrats des entreprises ainsi que l'Etat des avancements sont consignés dans le tableau suivant :

CONTRAT	ADJUDICATAIRE	MONTANT DU CONTRAT	ETAT D'AVANCEMENT	DATE DE MISE EN SERVICE
<p>LOT 1A : Contrat N° 153/CEB/DG/DED/DAP/SAT/2012 Extension du poste 161 kV de Parakou et construction du nouveau poste d'Onigbolo Contrat signé le 25 Octobre 2012. Lot financé par la Banque Mondiale (35%) et la BEI (65%)</p>	<p>COBRA INSTALACIONES Y SERVICIOS S.A.</p>	<p>Montant du contrat de base : 5 296 130,33 € et 2 447 874 795,00 CFA</p> <p>Travaux suppl. 101.591,64 € et 149.554.206 CFA</p>	<p>i. Etat d'avancement :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Etude : 100% - Approvisionnement : 100% - Activité Génie Civil : 94% - Activité HT : 96% - Activité BT : 40 % - Etc... <p>ii. Date contractuelle d'achèvement des travaux : 30 juin 2015</p> <p>iii. Date contractuelle de mise en service : 30 juin 2015</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Poste de Parakou : mai 2017 ; • Poste d'Onigbolo : Décembre 2016 ; • Ripage Bohicon : Décembre 2016 ;
<p>LOT 1B : Contrat N° 151/CEB/DG/DED/DAPSA T/2012 Extension des postes de Sakete (en 161kV), de Ouando et Gbgamey en 63kV, Construction du poste 161/63/20-15 kV de Tanzoun et construction de la double liaison souterraine 63 kV</p>	<p>COBRA INSTALACIONES Y SERVICIOS S.A.</p>	<p>Montant du contrat de base : 7 653 100,51 € et 1 715 053 948,00 CFA</p> <p>Travaux suppl. -21.676,24 € et 107.295.334 CFA</p>	<p>i. Etat d'avancement :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Etude : 100% - Approvisionnement : 100% - Activité Génie Civil : 99,7% - Activité HT : 98% - Activité BT : 70% 	<ul style="list-style-type: none"> • Poste de Gbgamey, Poste de Sakété, Liaison souterraine SAK-TAN : Décembre 2016 ; • Poste de Ouando : Novembre 2016 ; • Poste de Tanzoun : Décembre 2016

CONTRAT	ADJUDICATAIRE	MONTANT DU CONTRAT	ETAT D'AVANCEMENT	DATE DE MISE EN SERVICE
TANZOUN-OUANDO Contrat signé le 25 octobre 2012. Lot financé à 100% par la KfW			- Etc... ii. Date contractuelle d'achèvement des travaux : 20/03/2015 iii. Date contractuelle de mise en service : 20/03/2015	
LOT 2A : Contrat N° 155/CEB/DG/DED/DAP/SAT/2012 Fourniture et montage de la ligne double terre 161kV PARAKOU-ONIGBOLO et raccordements 161 kV et 20 kV du nouveau poste d'ONIGBOLO. Contrat signé le 5 novembre 2012 Lot financé par la Banque Mondiale (35%) et la BEI (65%)	SAE Power Lines srl – GAMMON India Limited Consortium	Montant du contrat de base : 4 797 000,00 € 1 770 000 000,00 CFA 8 322 000,00 US\$ Coûts suppl. 773 690,45 € 275 009,80 US\$ 395 571 109,90 FCFA	i. Etat d'avancement : - Etude : 100% - Approvisionnement : 60% - Activité Génie Civil : 31% - Activité HT : 00% - Activité BT : N.A - Etc... ii. Date contractuelle d'achèvement des travaux : 05/09/2015 iii. Date contractuelle de mise en service : 05/09/2015	<ul style="list-style-type: none"> • Ligne ONI-PAR : mars 2018 ; • Ripage ONI-BOH : décembre 2016 ; • Ripage des lignes 20 kV : Avril 2017 ; • Ripage Sakété : mai 2017 ;
LOT 2B : Contrat N° 154/CEB/DG/DED/DAP/SAT/2012 Fourniture et montage de la ligne double terre 161kV SAKETE - TANZOUN Contrat signé le 5 novembre 2012 Lot financé à 100% par la KfW	SAE Power Lines srl – GAMMON India Limited Consortium	Montant du contrat de base 1 539 468,00 € 171 495 000,00 CFA Coûts suppl. 271 373 € 120 189 521 FCFA	i. Etat d'avancement : - Etude : 100% - Approvisionnement : 100% - Activité Génie Civil : 100% - Activité HT : 00% - Activité BT : N.A - Etc... ii. Date contractuelle d'achèvement des travaux : 20/03/2015 iii. Date contractuelle de mise en service : 20/03/2015	Ligne SAK-TAN : Février 2017
LOT 3A-1 : Contrat N° 010/CEB/DG/DED/DAP/SAT/2013 Fourniture et montage d'un transformateur de puissance 155/20 kV 35 MVA au poste existant d'Onigbolo. Contrat signé le 18 janvier 2013 Lot financé à 100% par la Banque Mondiale	COBRA INSTALACIONES Y SERVICIOS S. A.	Montant du contrat de base : -1 444 386,66 € - 64 263 865,00 FCFA Travaux suppl. -119.544,39 €	i. Etat d'avancement : - Etude : 100% - Approvisionnement : 98% - Activité Génie Civil : N.A - Activité HT : N.A - Activité BT : N.A - Etc... ii. Date contractuelle d'achèvement des travaux : 15/11/2014 iii. Date contractuelle de mise en service : 15/11/2014	Essais de réception finaux à réaliser avant la mise en service prévue au 31 décembre 2016
LOT 3A-2 : Contrat N° 152/CEB/DG/DED/DAPSA T/2012 Fourniture et montage des réactances des postes de Parakou et d'Onigbolo et ripage et Réhabilitation des transformateurs existants du poste d'Onigbolo vers le nouveau poste d'Onigbolo	COBRA INSTALACIONES Y SERVICIOS S. A.	Montant du contrat de base : 1 737 232,54 € 280 651 820,00CFA Travaux suppl. -32.414.288 CFA.	i. Etat d'avancement : - Etude : 100% - Approvisionnement : 98% - Activité Génie Civil : N.A Activité HT : N.A - Activité BT : N.A - Etc... ii. Date contractuelle	Essais de réception finaux à réaliser avant la mise en service prévue au 31 décembre 2016

CONTRAT	ADJUDICATAIRE	MONTANT DU CONTRAT	ETAT D'AVANCEMENT	DATE DE MISE EN SERVICE
<i>Contrat signé le 25 octobre 2012. Lot financé par la Banque Mondiale (35%) et la BEI (65%)</i>			d'achèvement des travaux : 15/02/2015 iii. Date contractuelle de mise en service : 15/02/2015	
LOT 3A-3 : Contrat N° 009/CEB/DG/DED/DAP/SAT/2013 fourniture et montage d'un Transformateur de puissance 155/63 kV 50 MVA au nouveau poste d'Onigbolo avec la construction des travées afférentes. <i>Contrat signé le 18 janvier 2013 Lot financé à 100% par la CEB</i>	COBRA INSTALACIONES Y SERVICIOS S. A.	Montant du contrat de base : 1 975 797,78 € 305 528 117,00 CFA Travaux suppl. 5.500,00 € 55.440.820 CFA	i. Etat d'avancement : - Etude : 100% - Approvisionnement : 98% - Activité Génie Civil : N.A - Activité HT : N.A - Activité BT : N.A - Etc... ii. Date contractuelle d'achèvement des travaux : 22/11/2014 iii. Date contractuelle de mise en service : 22/11/2014	Essais de réception finaux à réaliser avant la mise en service prévue au 31 décembre 2016
LOT 3B : Contrat N° 149/CEB/DG/DED/DAPSA T/2012 Fourniture et montage des transformateurs du poste de Tanzoun <i>Contrat signé le 23 octobre 2012. Lot financé à 100% par la KfW</i>	ABB TECHNOLOGY – ABB ELECTRIK	Montant du contrat de base : 2 119 682,34 € et 45 305 015,00 CFA	i. Etat d'avancement : - Etude : 100% - Approvisionnement : 100% - Activité Génie Civil : N.A Activité HT : N.A - Activité BT : N.A - Etc... ii. Date contractuelle d'achèvement des travaux : 31/07/2014 iii. Date contractuelle de mise en service : 31/07/2014	La mise en service aura lieu en février 2017

Les contrats signés avec l'Ingénieur Conseil EDF depuis le début des travaux sont les suivants :

- Contrat 184/CEB/DG/DED/DAP/SAT/2012 financé par la Banque Mondiale ;
- Contrat 002/CEB/DG/DED/DAP/SAT/2015 financé par KfW et achevé le 30 septembre 2015 ;
- Contrat 016/CEB/DG/DED/DAP/SAT/2016 financé par la Banque Mondiale et en vigueur depuis le 29 avril 2016.

Globalement, au cours de cette année, les travaux ont évolué du côté de COBRA. Une augmentation du taux d'avancement et une amélioration de la qualité des travaux ont été constatées. Les plannings actuels prévoient des mises en service à partir de décembre 2016 et jusqu'en mai 2017. Toutefois, le rythme actuel des essais BT n'est pas compatible avec ce planning. Il a été demandé à COBRA d'améliorer la mobilisation de son sous-traitant Alstom et d'accélérer le rythme des travaux pour tenir les plannings.

En ce qui concerne les lignes, aucune évolution significative n'a été constatée. L'entreprise SAE-GAMMON en charge des contrats « lignes » éprouve des difficultés pour la livraison de certains matériels (Embases, pylônes, câbles, conducteurs et isolateurs etc...).

Suite à la suspension des décaissements de la BEI pour le paiement des factures de SAE, la non obtention de la cession de crédit à GAMMON et à l'absence de l'Ingénieur Conseil, ce dernier a démobilisé ses équipes sur le chantier pour une période du Septembre 2015 à avril 2016, ce qui a entraîné de gros retards dans la construction des lignes. Néanmoins au dernier trimestre 2016 toutes ces questions ont été réglées.

Difficultés rencontrées sur le projet

Les différentes difficultés rencontrées sont entre autres :

- Retards de paiement qui ont été constatés principalement entre avril 2015 et avril 2016 et qui sont maintenant réglés.
- Graves difficultés financières rencontrées par SAE qui n'a pas pu relancer les travaux de manière substantielle depuis janvier 2015. A cet effet, le Consortium SAE/GAMMON a présenté une réorganisation des responsabilités au sein du groupement. Pour le lot 2A, GAMMON est dorénavant responsable des fournitures et des travaux. Pour le lot 2B, SAE reste responsable des travaux. SAE / GAMMON s'est engagé à reprendre les travaux le 1er novembre 2016 et a présenté un planning de remobilisation.

- COBRA a émis une demande de réclamation financière concernant les paiements effectués en retard en 2015 et début 2016 contenant également des coûts liés à des travaux dits supplémentaires en particulier pour les caniveaux à câbles, des items indispensables pour la fonctionnalité des installations, les systèmes de drainage (dont pompes de relevage des fosses) et le Poste MT/BT à la cité d'Onigbolo. Ces demandes sont analysées par l'Ingénieur Conseil et jugées non recevables pour l'essentiel à la lecture du contrat. Une première réunion de négociation a eu lieu les 22 et 23 août 2016. Une autre réunion qui était programmée avant la fin de l'année n'a pas pu se tenir.
- COBRA refuse de coopérer tant que ses réclamations financières ne seront pas traitées.

Les travaux de construction du projet de ligne 161 kV Onigbolo/Parakou ont démarré en début d'année 2013. Tel que convenu et exigé, les dédommagements n'ont pas pu être effectués avant le démarrage des travaux. Elles se sont déroulées par intermittence et selon les disponibilités de trésorerie de la CEB. Aussi, les problèmes de réajustements du tracé initial opérés dans les études de travaux par l'entreprise figurent parmi les causes. C'est ainsi que la CEB a engagé avec retard le processus de dédommagement avec un rythme encore non accéléré. Cette allure a fini par occasionner un décalage des plannings d'exécution des travaux.

Ainsi, sur les 1 784 personnes recensées comme affectées par le projet, 1 703 personnes ont pu être dédommagées soit un pourcentage de 95,45%. Au plan financier sur 2 317 770 470 FCFA, la somme payée a été de 2 253 541 070 FCFA soit 97,2% de réalisation.

Des personnes au nombre 81 ne se sont pas présentées pour diverses raisons :

- i) le cas des propriétaires des biens en litiges pendants dans les tribunaux et
- ii) des propriétaires absents ou inconnus. La CEB a pris des dispositions pour le règlement de ces cas en inscrivant dans son budget annuel le montant restant pour le règlement total des dédommagements.

Les Mairies concernées notamment celle de Parakou ont été mises en contribution pour l'identification des propriétaires des biens recensés.

Dans les activités de suivi, plusieurs institutions ont effectué des missions, notamment les bailleurs de fond que sont la KfW, la Banque Mondiale, la BEI. Sur recommandations de la KfW, un audit de conformité environnementale a été réalisé sur le projet de ligne 161 kV Sakété/Porto Novo dans le but de s'assurer que la gestion environnementale et sociale a été effective et que toutes les personnes affectées ont été recensées et dédommagées selon les principes du bailleur de fonds. L'audit a conclu que toutes les activités ont été réalisées tant par le Maître d'ouvrage et que par l'entreprises. L'audit a révélé qu'un suivi participatif rigoureux a été fait des dédommagements et de la reconstitution des biens perdus par les populations avec des acteurs extérieurs.

En 2016, à la faveur du projet de ligne 161 kV Bembéréké – Kandi - Malanville, une séance de rattrapage a été organisée à l'intention des retardataires de la ligne 161 kV Onigbolo – Parakou courant le mois de novembre. Sur 81 personnes absentes lors des opérations précédentes, seules 04 personnes ont été dédommagées. Il reste 77 personnes à dédommager sur les 1784 initialement recensées ; soit 95,68% de réalisation.

3) Réhabilitation de l'Aménagement Hydroélectrique de Nangbéto

Description

- Maitre d'ouvrage : Communauté Electrique du Bénin (CEB)
- Etudes de Faisabilité : Coyne & Bellier
- Financement des études : Banque Mondiale et CEB
- Financement DAO et travaux : KfW et CEB
- Montant du financement KfW : 15 millions Euros soit 7,5 millions par pays
- Coût estimatif du projet : 9,93 millions Euros
- Ingénieur Conseil : Groupement EDF/ISL Ingénierie

Objectif du projet

L'objectif général de la réhabilitation du barrage vise à :

- accroître l'efficacité des ouvrages ;
- accroître la disponibilité et la fiabilité des équipements ;
- élaborer un plan de Gestion Environnemental et Social, intégrant le Plan d'Alerte d'Urgence.

Etat d'avancement de la mise en œuvre du projet

Au terme de la réalisation par le consultant Coyne & Bellier de l'audit technique du barrage et la définition des travaux à réaliser dans le cadre de la réhabilitation, le financement des études complémentaires devant conduire à l'élaboration des DAO et la mise en œuvre des travaux a bénéficié du concours financier de la KfW à travers deux accords de don accordés à la République Togolaise et à la République du Bénin. Conformément à cet accord, la KfW a retenu un agent adjudicataire chargé de conduire le processus de sélection de l'Ingénieur conseil devant élaborer les DAO et conduire la supervision des travaux.

A ce jour, les actions entreprises sur ce projet sous le contrôle de l'agent adjudicataire engagé par la KfW ont conduit au choix du Groupement EDF/ISL, comme Ingénieur Conseil dont la mission d'assistance est actuellement en cours.

4) Aménagement Hydroélectrique d'Adjarala

I. CONTENU DU PROJET

Le barrage sera construit sur le fleuve Mono à une centaine de km à l'aval du barrage existant de Nangbéto. La centrale hydroélectrique sera d'une capacité installée de 3 x 49 MW, avec un productible annuel de 461 GWh.

Conformément au terme de l'accord commercial signé le 25 avril 2014, par la Communauté Electrique du Bénin (CEB) et l'entreprise chinoise SINOHYDRO qui sera en charge de la construction des ouvrages, le coût du projet est estimé à **265 814 526 897 FCFA**.

Le financement sera assuré par EXIMBANK de chine avec un mécanisme de financement sous forme de crédit acheteur privilégié et de prêt concessionnel.

II. ETAT D'AVANCEMENT DU PROJET

A la suite de la pose de la première pierre de l'aménagement hydroélectrique d'Adjarala par les Chefs d'Etats et de Gouvernement du Bénin et du Togo le 26 décembre 2015, et en prélude aux dispositions à prendre en vue de (i) la mise en vigueur des accords de financement ; (ii) et du dédommagement des biens et personnes affectées dans le périmètre du barrage, la Communauté Electrique du Bénin a procédé à l'organisation de trois séances de travail avec SINOHYDRO en présence des représentants de la Caisse Autonome d'Amortissement (CAA) du Bénin et de la Direction de la Dette Publique du Togo.

a) La mise en vigueur des accords de financement

Les 06, 19 et du 26 au 28 janvier 2016, des séances de travail se sont tenues au siège de la CEB avec la participation des représentants des Ministères en charge de l'énergie et des Finances des deux Etats en vue d'apporter des éléments de réponse aux questions relatives à la mise en vigueur des accords de financement et au démarrage des travaux par l'entreprise SINOHYDRO sur le site du projet un planning a été élaboré à cet effet à la lumière des points critiques identifiés au cours de la séance de concertation.

A la suite de cette concertation, et en vue de passer en revue le chronogramme des tâches liées aux conditions de mise en vigueur des prêts et au premier décaissement, la CEB a organisé le 28 septembre 2016, une séance de concertation à son siège, entre la CEB, SINOHYDRO, les représentants des Ministères des Finances du Bénin et du Togo, du Ministère de l'Energie de l'Eau et des Mines du Bénin, du Ministère du Plan du Togo.

A l'issue de cette réunion, il a été constaté que les conditions de mise en vigueur des Accords ne sont pas remplies alors que SINOHYDRO a déjà démarré les travaux. Chaque partie est donc appelée à jouer le rôle qui est le tien pour permettre cette mise en vigueur dans les meilleurs délais.

Il est a noté que les ressources financières nécessaires à la mobilisation de l'Ingénieur Conseil sur ce projet ne sont pas encore disponible, la CEB et les deux Gouvernement doivent y travailler ardemment.

ACTIVITES DE GESTION ENVIRONNEMENTALE DU PROJET

Pour le compte de l'année 2016, les activités environnementales sur le projet ont porté sur les activités de préparation de démarrage travaux de construction du barrage.

Courant mois de février et mars, une mission conjointe CEB, IGN et SINOHYDRO a été organisée pour contrôler les bornes du barrage. Douze bornes au total, à raison de six sur la rive gauche et six sur la rive droite ont été contrôlées. Au cours de cette mission, différents sites ont été identifiés sur demande de l'entreprise SINOHYDRO. Il s'agit des sites pour le stockage des explosifs, la construction de la centrale à béton et la cité des ouvriers locaux.

Par rapport aux lignes d'évacuation de l'énergie produite et en dehors de la ligne 161 kV Adjarala - Bohicon, le Consultant Land Ressource a déposé les trois rapports d'étude d'impact environnemental et social en février 2016. Les rapports ont porté sur la ligne 161 kV Adjarala – Avakpa, la ligne 161 kV Adjarala – Notsè et la ligne 161 kV Adjarala – Nangbéto. Ces rapports ont fait l'objet d'une validation des deux agences nationales de gestion de l'environnement du Togo et du Bénin courant mois de septembre 2016. Les rapports définitifs en vue de la délivrance des certificats de conformité sont toujours attendus du Consultant.

5) Ligne 330 kV Volta – Lomé C – Sakété (Dorsale côtière)

a. Description et objectif

Le projet WAPP Dorsale Sud de transport d'énergie électrique est un projet régional regroupant le Bénin, le Togo et le Ghana. C'est un des projets prioritaires du WAPP.

Cette ligne reliera la centrale thermique de Takoradi (660 MW), au poste de Volta à proximité d'Accra, au poste de Davié au Togo, au poste de Sakété au Bénin et au poste de Ikeja West dans la banlieue de Lagos, capitale économique du Nigeria.

Les travaux de construction de la partie de la ligne au Bénin sont financés par la BAD. L'accord de financement a été signé avec le Gouvernement de la République du Bénin et le crédit a été rétrocédé à la CEB. Quant au financement de la partie des ouvrages situés sur le territoire togolais, les accords de financement ont été signés le 1^{er} juin 2010 entre le gouvernement togolais et la KfW.

Pour raccorder la ligne 330 kV au réseau 161 kV existant de la CEB, le projet a intégré un volet « Construction de lignes de raccordement 161 kV » sous financement de la BOAD.

L'adjudication des différents lots se présente comme suit :

Entreprise adjudicataire	Désignation	N° des contrats	Dates de signature	Structure de Financement	Montant du marché				Date de mise en vigueur	Date d'achèvement initiale	Date d'achèvement actualisée en novembre 2015
					Part en USD	Part en Euro	Part en XOF	Equivalent (XOF)			
SAE-GAMMON Consortium	Lignes 330 kV au Bénin	Marché 1 : Lot 1A 035/CEB/DG/DED/DAP/SAT/2013	16-mai-13	FAD	7 892 000	2 789 446	1 108 559 142	6 884 315 772	02-mai-14	02-oct-15	31-déc-16
SAE-GAMMON Consortium	Lignes 330 kV au Togo	Marché 1 : Lot 1B 034/CEB/DG/DED/DAP/SAT/2013	16-mai-13	KfW	5 302 000	1 831 720	722 742 538	4 575 272 094	20-jan-14	20-juin-15	31-déc-16
SAE-GAMMON Consortium	Lignes de raccordement 161 kV au Togo	Marché 1 : Lot 1C 033/CEB/DG/DED/DAP/SAT/2013	16-mai-13	BOAD	2 107 000	275 000	199 846 000	1 433 734 175	13-mars-14	13-août-15	31-déc-16
Siemens Transmission & Distribution	Construction du poste 161/20kV de Legbassito au Togo	Marché 2 : Lot 2C 022/CEB/DG/DED/DAP/SAT/2013	17-avr-13	BOAD	-	7 750 352	1 192 072 457	6 275 970 104	13-nov-13	13-mai-15	31-jan-16
Siemens Transmission & Distribution	Construction du poste 330/161/20kV de Davié au Togo	Marché 2 : Lot 2B 023/CEB/DG/DED/DAP/SAT/2013	17-avr-13	KfW	-	13 686 649	2 194 113 668	11 171 966 886	26-juil-13	26-jan-15	31-jan-16
		Marché 2 : Lot 2B1-Option A N°016/CEB/DG/DED/DAP/SAT/2014	30-mar-14	CEB		2 252 529	37 440 440	1 515 002 605	16-juil-14	26-jan-15	31-jan-16
INEO Energie Export	Extension du poste 330kV de Sakété au Bénin	Marché 2 : Lot 2A 026/CEB/DG/DED/DAP/SAT/2013	26-avr-13	FAD	-	5 042 180	483 903 929	3 791 357 300	09-oct-13	09-avr-14	31-jan-16
Groupement CABIRA/SGS	Service de consultant pour le contrôle et la supervision des travaux de construction de la ligne d'interconnexion 330 kV Ghana-Togo-Bénin	054/CEB/DG/DED/DAP/SAT/2013	16-juil-13	Banque Mondiale		329 498	489 116 050	705 252 570	16-sept-13	15-juil-15	
TOTAL								36 352 871 506			

b. Etat d'avancement physique :

Postes de Davié et de Légbassito : ces travaux confiés à l'entreprise SIEMENS Grenoble se déroulent sans incident majeur. L'avancement physique est estimé à 92% pour le poste de Davié et à 93% pour le poste de Légbassito et se présente comme suit :

la mise en service des postes de Davié et de Légbassito au Togo sera retardée par la fin des travaux de lignes électriques.

- Etudes : les études d'exécution sont terminées ;
- Génie civil : les travaux de génie civil sont quasiment terminés à l'exception de ceux relatifs à l'aménagement de la route d'accès au poste de Davié.
- Montage : l'ensemble des équipements, a été livré et monté sur les sites. Cependant, certains travaux de montage et de réglage électromécanique se poursuivent encore dans les deux postes.
- Essais : les essais individuels des équipements démarrés en novembre 2015 sur les deux sites se poursuivent.

Poste de Sakété : l'entreprise INEO Energie Export est en charge de ces travaux. L'avancement physique est estimé à 80%. Cet avancement a été compromis par l'incident survenu au cours du transport de la réactance sur le site de Sakété le 3 décembre 2014, incident au cours duquel le camion transportant la réactance s'est renversé. Cette réactance a été retournée à l'usine pour inspection et réparation. Les nouveaux essais de réception de ladite réactance se sont déroulés du 23 au 30 septembre 2015. La réactance est arrivée au port de Cotonou. Il reste à programmer son acheminement au poste de Sakété.

- Etudes : les études ont été entièrement réalisées.
- Fabrications et transport : L'ensemble des équipements a été livré sur site à l'exception de la réactance attendue en janvier 2016 au poste de Sakété.
- Génie civil : les travaux génie civil sont quasiment terminés.
- Montage : l'ensemble des équipements, a été livré et monté sur les sites à l'exception de la réactance.

- Essais : les tests de mise en service des équipements de l'extension ont été réalisés avec succès sans la réactance. Les équipements sont déjà mis sous tension en attendant l'installation de la réactance et les réglages y afférents.

Lignes 330 kV au Togo et au Bénin : Ces travaux sont confiés au consortium SAE-GAMMON. L'avancement physique tant au Togo qu'au Bénin est estimé à 3,5% et les autres se présentent comme suit :

- Etudes : Le taux d'avancement des études est estimé à 79%. La plupart des plans soumis ont été approuvés ou commentés.
- Fabrications et expédition : Le prototype du pylône type D3/E3 a été testé avec succès en usine en présence de représentants de la CEB.

Equipements	Dates	Lieu	Fabricant	Représentants CEB	Représentants Ingénieur Conseil
Pylône D3/E3	02 au 04 septembre 2015	WARDHA - Inde	GAMMON	AGNEKETHOM ET KORODOHOU	

Le point des fournitures se présente comme suit :

- Les embases de 120 pylônes A3 sont déjà livrés sur site ;
 - Les structures de 100 pylône A3 sont déjà au port de Lomé et leur acheminement sur site a commencé ;
- Balisage: le balisage de l'emprise de la ligne 330 kV est entièrement réalisé et approuvé au Togo. Au Bénin, le balisage de l'emprise de la ligne est réalisé et approuvé sur environ 42 km à partir de la frontière Togo/Bénin jusqu'au sommet AP41X (PL87), soit 36% de la longueur totale de la ligne. Pour le tronçon de ligne AP41X (PL87) – Poste de Sakété, le balisage se poursuit avec rectification de la distance entre les axes de la ligne 161 kV existante et la ligne 330 kV en projet dans les zones où ces deux lignes se côtoient.

Lignes de raccordement au Togo : le consortium SAE-GAMMON est aussi en charge de ces travaux. L'avancement physique est estimé à 2,3%.

- Etudes : Le taux d'avancement des études est estimé à 91%. Il faut noter qu'en ce qui concerne la conception des pylônes, il a été décidé d'utiliser la même conception que l'entreprise utilise dans le cadre du projet Onigbolo-Parakou pour le compte de la CEB.

Fabrications et expédition : Le point des fournitures se présente comme suit :

- Les embases de tous les pylônes sont déjà livrées sur site ;
- Les plaques de mise à la terre de 120 pylônes sont déjà livrées sur site.
- Balisage : le balisage de l'emprise des lignes de raccordements 161 kV est entièrement achevé et réceptionné.
- Les fouilles, l'ouverture des pistes et la déforestation débuteront en début de l'année prochaine.

Au plan environnemental, en 2016, ces opérations de dédommagement se sont poursuivies et la totalité, soit 100%, de l'emprise sur le territoire du Togo a été libérée en mai 2016 pour la ligne 330 kV. Il en est de même pour le projet de poste de Lomé C prenant en compte les lignes de raccordements et dont les emprises ont été également libérées courant mois avril 2016.

La dernière opération organisée en octobre 2016 en vue de prendre en compte les retardataires et les dossiers litigieux ayant connus des règlements a permis d'avoir le point suivant :

- Pour la ligne 330 kV au Togo, 1110 personnes recensées et 1047 ont été dédommagées, soit une réalisation de 94,34%.
- Pour les lignes de raccordement, 459 personnes recensées et 421 dédommagées, 92% de réalisation.

Des personnes au nombre 63 pour la ligne 330 kV au Togo et 38 pour les lignes de raccordement, ne se sont pas présentées pour diverses raisons :

- i) le cas des propriétaires des biens en litiges pendant dans les tribunaux et
- ii) des propriétaires absents ou inconnus.

La CEB a pris des dispositions pour le règlement de ces cas en inscrivant dans son budget annuel le montant restant pour le règlement total des dédommagements

Quant à la partie béninoise du projet, les opérations de recensement sont terminées sur toute la ligne ont été finalisées en 2016. Quant aux opérations de dédommagement engagées en 2016, ont permis de libérer 67 km soit 57,76% de la longueur totale de la ligne au Bénin. Il reste alors 50 km à dédommager pour libérer 100% de l'emprise. Sur les 67 km, 953 personnes recensées et 920 ont été dédommagées.

3 ETATS FINANCIERS

3-1 Bilan-Actif

3-2 Bilan-Passif

3-3 Compte de résultat

3-4 Tableau Financier des Ressources et Emplois
(TAFIRE)

3-5 Notes et Commentaires aux Etats Financiers

3. 1 BILAN – ACTIF

BILAN AU 31 DECEMBRE 2016

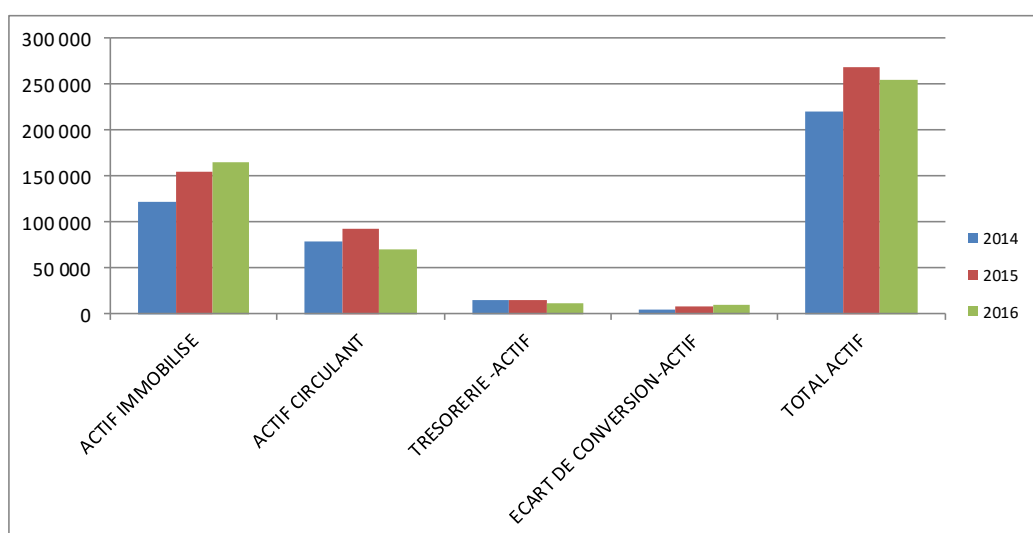
ACTIF

(Montants exprimés en FCFA)

LIBELLES	NOTES	SOLDE AU 31/12/2016	SOLDE AU 31/12/2015
<u>ACTIF IMMOBILISE</u>			
CHARGES IMMOBILISEES			
Frais d'établissement et charges à répartir	2	10 655 691 461	9 436 104 474
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES			
Brut		955 728 646	955 728 646
Amortissements		-914 900 783	-876 443 435
Net	2	40 827 863	79 285 211
IMMOBILISATIONS CORPORELLES			
Brut		245 674 695 979	230 764 545 572
Amortissements		-140 990 803 245	-133 877 041 860
Net	2	104 683 892 734	96 887 503 712
Avances et acomptes versés sur immobilisation	2	49 987 733 824	47 387 639 853
IMMOBILISATIONS FINANCIERES			
Titres de participation		0	25 000 000
Autres immobilisations financières		184 083 254	184 083 254
	2	184 083 254	209 083 254
TOTAL ACTIF IMMOBILISE (I)		165 552 229 136	153 999 616 504
<u>ACTIF CIRCULANT</u>			
Actif circulant HAO		0	1 700 000
STOCKS			
Matières premières et autres approvisionnements		4 618 773 230	4 583 315 385
CREANCES ET EMPLOIS ASSIMILES			
Fournisseurs, avances et acomptes versés		4 670 936 710	3 584 872 244
Clients		57 087 851 538	79 591 598 655
Autres créances		3 163 891 036	4 534 852 937
TOTAL ACTIF CIRCULANT (II)	3	69 541 452 514	92 296 339 221
Titres de placement		0	0
Valeur à encaisser		0	0
Banques, Chèques postaux, Caisses		11 160 083 852	15 145 186 918
		0	
TOTAL TRESORERIE ACTIF (III)	4	11 160 083 852	15 145 186 918
ECARTS DE CONVERSION ACTIF (IV)	5	9 281 746 571	7 537 782 941
TOTAL ACTIF (I+II+III+IV)		255 535 512 073	268 978 925 584

EVOLUTION DES GRANDES MASSES DU BILAN-ACTIF DE 2014 A 2016
(en millions)

	2014	2015	2016
ACTIF IMMOBILISE	122 622	154 000	165 552
ACTIF CIRCULANT	79 052	92 296	69 541
TRESORERIE -ACTIF	14 347	15 145	11 160
ECART DE CONVERSION-ACTIF	4 509	7 538	9 282
TOTAL ACTIF	220 530	268 979	255 536



3.2 BILAN - PASSIF

BILAN AU 31 DECEMBRE 2016

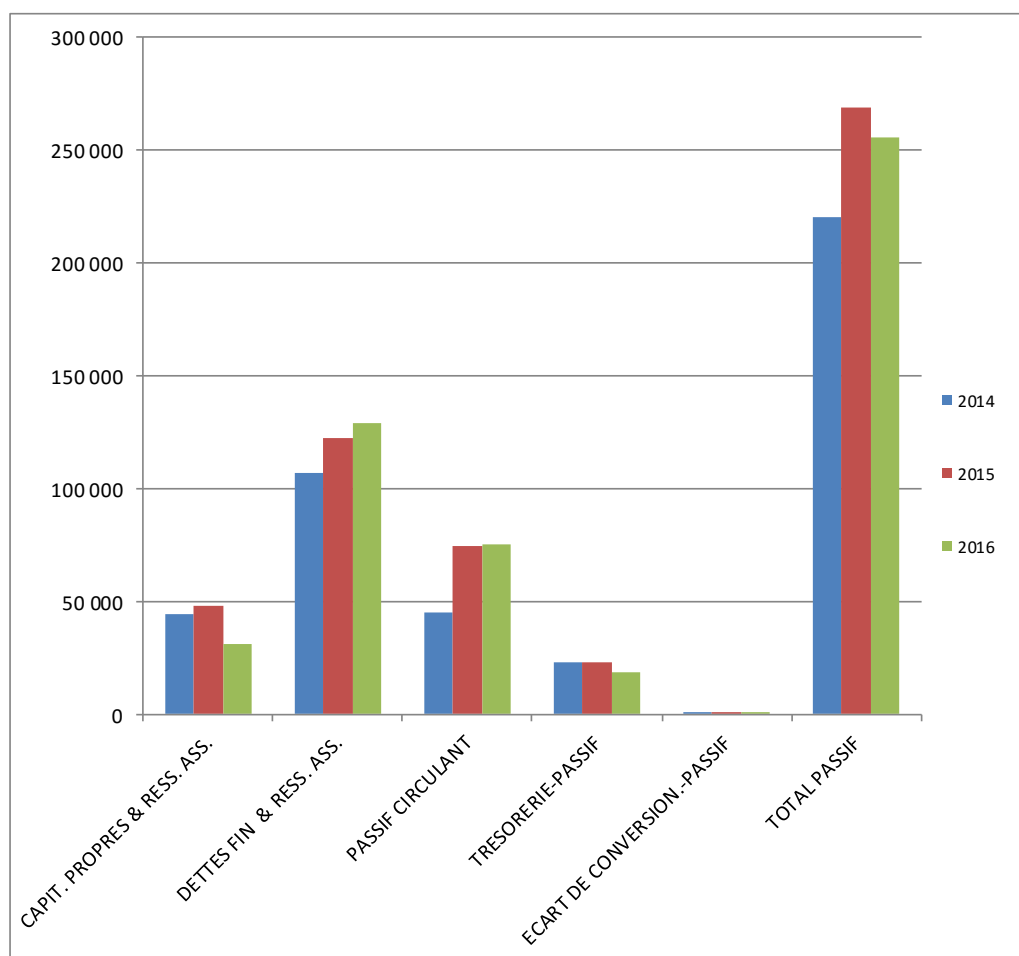
PASSIF

(Montants exprimés en FCFA)

LIBELLES	NOTES	SOLDE AU 31/12/2016	SOLDE AU 31/12/2015
<u>CAPITAUX PROPRES ET RESS. ASSIMILEES</u>			
<u>CAPITAL</u>		26 350 000 000	26 350 000 000
<u>PRIMES ET RESERVES</u>			
Ecart de réévaluation		2 475 000	2 475 000
Report à nouveau		-868 464 174	1 428 713 903
Résultat net de l'exercice		-18 555 399 814	-2 297 178 077
<u>AUTRES CAPITAUX PROPRES</u>			
Subvention d'investissement		19 749 761 600	17 889 592 232
Provisions réglementées et fonds assimilés		4 882 330 207	5 151 816 507
Total autres capitaux propres		24 632 091 807	23 041 408 739
TOTAL CAPITAUX PROPRES & RESS.ASSIM (I)	6	31 560 702 819	48 525 419 565
DETTES FINANCIERES ET RESS. ASSIMILEES			
Emprunts		105 871 025 045	102 186 652 277
Dettes financières diverses		3 158 611 125	3 151 624 855
Provisions financières pour risques et charges		20 323 354 320	16 854 149 609
TOTAL DETTES FINANCIERES ET RESS. ASS. (II)	7	129 352 990 490	122 192 426 741
TOTAL RESSOURCES STABLES (I+II)		160 913 693 309	170 717 846 306
<u>PASSIF CIRCULANT</u>			
Clients avances reçues		0	0
Dettes circulantes et ressources assimilées HAO		612 960 773	3 276 694 627
Fournisseurs d'exploitation		66 718 392 032	65 252 562 084
Dettes fiscales		7 628 667	16 933 917
Dettes sociales		1 608 580 553	1 486 652 175
Autres dettes		3 758 867 409	3 395 475 713
Risques provisionnés		2 870 924 492	1 399 372 292
TOTAL PASSIF CIRCULANT (III)	8	75 577 353 926	74 827 690 808
<u>TRESORERIE- PASSIF</u>			
Banques crédits trésorerie		11 800 000 000	11 500 000 000
Banques et découverts		7 139 429 247	11 834 331 044
TOTAL TRESORERIE PASSIF (IV)	9	18 939 429 247	23 334 331 044
ECARTS DE CONVERSION PASSIF (V)	10	105 035 591	99 057 426
TOTAL PASSIF (I+II+III+IV +V)		255 535 512 073	268 978 925 584

EVOLUTION DES GRANDES MASSES DU BILAN-PASSIF DE 2014 A 2016
(en millions)

	2014	2015	2016
CAPIT. PROPRES & RESS. ASS.	44 781	48 525	31 561
DETTES FIN & RESS. ASS.	107 261	122 192	129 353
PASSIF CIRCULANT	45 259	74 828	75 577
TRESORERIE-PASSIF	23 179	23 334	18 939
ECART DE CONVERSION.-PASSIF	50	99	105
TOTAL PASSIF	220 530	268 979	255 536



3.3 COMPTE DE RESULTAT

COMPTE DE RESULTAT AU 31 DECEMBRE 2016

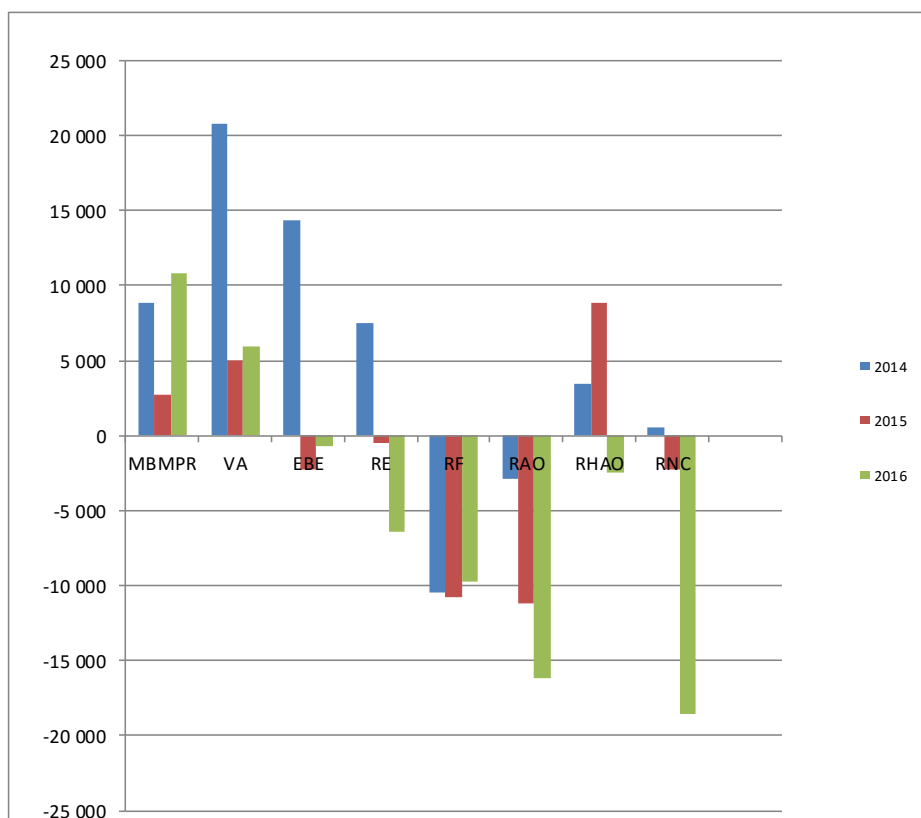
(Montants exprimés en FCFA)

LIBELLES	NOTES	SOLDE AU 31/12/2016	SOLDE AU 31/12/2015
<u>ACTIVITE D'EXPLOITATION</u>			
Vente d'énergie et de gaz au Bénin et au Togo	11	93 158 776 814	119 665 925 107
Achat d'énergie et de gaz	13	-84 395 310 951	-98 977 744 771
MARGE BRUTE SUR MARCHANDISES		8 763 465 863	20 688 180 336
Production vendue au Bénin et au Togo	11	12 587 861 985	9 193 914 507
Production immobilisée		0	0
Achat de matières premières	12	-1 632 799 100	-6 511 634 034
Variation de stocks	12	-159 214 841	-5 660 138
MARGE SUR MATIERES PREMIERES		10 795 848 044	2 676 620 335
Produits accessoires	11	280 723 273	134 232 420
Subvention d'exploitation		0	0
Autres produits		103 541 874	88 133 752
Autres achats	12	-1 831 062 069	-2 486 173 867
Variation de stocks	12	194 672 686	388 871 978
Transport	12	-64 418 751	-67 716 087
Services extérieurs	12	-9 096 072 154	-15 190 846 911
Impot et taxes	12	-7 658 996	-7 476 110
Autres charges	12	-3 179 629 745	-1 186 871 579
VALEUR AJOUTEE		5 959 410 025	5 036 954 267
Charges de personnel	12	-6 684 347 836	-7 269 241 173
EXCEDENT BRUT D'EXPLOITATION		-724 937 811	-2 232 286 906
Dotations aux amortissements et aux provisions	12	-11 099 972 083	-9 908 608 790
Transferts de charges	13	5 404 361 717	11 689 481 613
Reprise de provision		2 525 523	1 695 350
RESULTAT D'EXPLOITATION		-6 418 022 654	-449 718 733
<u>ACTIVITE FINANCIERE</u>			
Revenus financiers	14	259 003 395	272 855 623
Gains de change	14	1 087 671 263	1 835 653 675
Reprises de provisions		0	0
Transfert de charges		0	0
Frais financiers	15	-6 877 292 288	-6 184 341 784
Pertes de change	15	-3 655 288 201	-5 690 204 246
Dotations aux amortissements et aux provisions	15	-533 633 981	-981 387 371
RESULTAT FINANCIER		-9 719 539 812	-10 747 424 103
RESULTAT ACTIVITES ORDINAIRES		-16 137 562 466	-11 197 142 836
<u>HORS ACTIVITES ORDINAIRES</u>			
Produits des cessions d'immobilisations	16	11 956 219	73 600 472
Produits H.A.O		0	7 829 124 789
Reprise H.A.O	17	380 564 764	1 048 282 339
Transfert H.A.O.		0	0
Valeurs comptables des cessions d'immobilisation		-9 858 766	-51 042 841
Charges H.A.O		0	
Dotations H.A.O		-2 800 499 565	0
RESULTAT HORS ACTIVITES ORDINAIRES		-2 417 837 348	8 899 964 759
RESULTAT NET COMPTABLE		-18 555 399 814	-2 297 178 077

EVOLUTION DES SOLDES INTERMEDIAIRES DE GESTION DE 2014 A 2016

(en millions de francs cfa)

	2014	2015	2016
MBM	19 659	20 688	8 763
MBMPR	8 857	2 677	10 796
VA	20 813	5 037	5 959
EBE	14 307	-2 232	-725
RE	7 546	-450	-6 418
RF	-10 430	-10 747	-9 720
RAO	-2 884	-11 197	-16 138
RHAO	3 444	8 900	-2 418
RNC	560	-2 297	-18 555



MBM : MARGE BRUTE SUR MARCHANDISES
MBMPR: MARGE BRUTE SUR MATIERES PREMIERES
VA : VALEUR AJOUTEE
EBE : EXCEDENT BRUT D'EXPLOITATION
RE : RESULTAT D'EXPLOITATION
RAO :RESULTAT ACTIVITES ORDINAIRES
RHAO:RESULTAT HORS ACTIVITES ORDINAIRES
RNC :RESULTAT NET COMPTABLE
RF : RESULTAT FINANCIER

3.4: TABLEAU FINANCIER DES RESSOURCES ET DES EMPLOIS (TAFIRE)

**TABLEAU FINANCIER DES RESSOURCES ET DES EMPLOIS (TAFIRE)
SYSTEME NORMAL**

1ère PARTIE: DETERMINATION DES SOLDES FINANCIERS DE L'EXERCICE 2016

CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT GLOBAL (C.A.F.G.)

CAFG = EBE

- Charges décaissables restantes | à l'exclusion des cessions
+ Produits encaissables restants | d'actif immobilisé

(SA) Frais financiers	6 877 292 288	EBE	-724 937 811
(SC) Perte de change	3 655 288 201	(TT) Transferts des charges d'exploitation	5 404 361 717
(SL) Charges H.A.O.	0	(UA) Revenus financiers	259 003 395
(SQ) Participation	0	(UE) Transfert des charges financières	0
		(UC) Gains de change	1 087 671 263
		(UL) Produits H.A.O.	0
		(UN) Transferts de charges H.A.O.	0
TOTAL I	10 532 580 489	TOTAL II	6 026 098 564

C.A.F.G.: Total II - Total I = -4 506 481 925 2015 = **7 520 282 764**

AUTOFINANCEMENT (A.F.)

AF = CAFG - Distributions de dividendes dans l'exercice⁽¹⁾

AF = -4 506 481 827 - 0 -4 506 481 925 2015 = **7 520 282 764**

VARIATION DU BESOIN DE FINANCEMENT D'EXPLOITATION (B.F.E.)

Var . B.F.E. = Stocks⁽²⁾ + Créances⁽²⁾ + Var.Dettes circulantes⁽²⁾

Variation des stocks: 2016 - 2015	Emplois Augmentation (+)		Ressources Diminution (-)
(BC) Marchandises		ou	
(BD) Matières premières et autres appro	35 457 845	ou	
(BE) En cours		ou	
(BF) Produits fabriqués		ou	
(A) variation globale nette des stocks	35 457 845	ou	0

(1) Dividendes mis en paiement au cours de l'exercice y compris les acomptes sur dividendes

(2) A l'exclusion des éléments H.A.O.

**TABLEAU FINANCIER DES RESSOURCES ET DES EMPLOIS (TAFIRE)
SYSTEME NORMAL**

(suite)

Variation des créances: 2016 - 2015	Emplois Augmentation (+)		Ressources Diminution (-)
(BH) Fournisseurs, avances versées	1 086 064 466	ou	
(BI) Clients		ou	22 503 747 117
(BJ) Autres créances	373 001 729	ou	
(B) Variation globale nette des créances		ou	21 044 680 922

Variation des dettes: 2016 - 2015	Emplois Diminution (-)		Ressources Augmentation (+)
(DI) Clients, avances reçues	0	ou	
(DJ) Fournisseurs d'exploitation		ou	1 465 829 948
(DK) Dettes fiscales	9 305 250	ou	
(DL) Dettes sociales		ou	121 928 378
(DM) Autres dettes		ou	369 369 861
(DN) Risques provisionnés		ou	1 471 552 200
(C) Variation globale nette des dettes circulantes		ou	3 419 375 137

VARIATION DU B.F.E. = (A) + (B) + (C)		ou	24 428 598 214
--	--	-----------	-----------------------

EXCEDENT DE TRESORERIE D'EXPLOITATION (E.T.E.)

E.T.E. = E.B.E. - Variation B.F.E. - Production immobilisée

	2016	2015
Excédent brut d'exploitation	-724 937 811	-2 232 286 906
Variation du BFE(- si emplois; + si ressource)	24 428 598 214	10 434 765 033
(+ ou -)		
- Production immobilisée	0	
EXCEDENT DE TRESORERIE D'EXPLOITATION	23 703 660 403	8 202 478 127

**TABLEAU FINANCIER DES RESSOURCES ET DES EMPLOIS (TAFIRE)
SYSTEME NORMAL**

2ème PARTIE : TABLEAU

Réf.		EXERCICE 2016		EXERCICE 2015
		Emplois	Ressources	(E - ; R+)
	I. INVESTISSEMENTS ET DESINVESTISSEMENTS			
FA	Charges immobilisées (augmentation dans l'exercice)	4 926 595 956		-11 177 357 817
	Croissance interne			
FB	Acquisition / Cessions d'immobilisations incorporelles	0		-24 347 647
FC	Acquisition / Cessions d'immobilisations corporelles	17 598 250 837	11 956 219	-29 750 363 395
	Croissance externe			
FD	Acquisition / Cessions d'immobilisations financières	0		-66 156 120
	INVESTISSEMENT TOTAL	22 512 890 574		-41 018 224 979
FG	II. VARIATION DU BESOIN DE FINANCEMENT D'EXPLOITATION (cf, Supra: BFE)	0	24 428 598 214	10 434 765 033
	A - EMPLOIS ECONOMIQUES A FINANCER		1 915 707 640	-30 583 459 946
FI	III. EMPLOIS/ RESSOURCES (VARIATION DU B.F H.A.O.)	2 662 033 854		2 909 643 336
FJ	IV.EMPLOIS FINANCIERS CONTRAINTS (1)			
	Remboursement (selon échéancier) des emprunts et dettes financières	7 775 514 547		-3 618 665 170
	(1) A l'exclusion des remboursements anticipé portés en VII			
	B- EMPLOIS TOTAUX A FINANCER	8 521 840 761		-31 292 481 780

**TABLEAU FINANCIER DES RESSOURCES ET DES EMPLOIS (TAFIRE)
SYSTEME NORMAL**

(Suite)		EXERCICE 2016		EXERCICE 2015
Réf.		Emplois	Ressources	(E - ; R+)
	V FINANCEMENT INTERNE			
FL	Dividende (emplois)/ CAFG (ressources)		-4 506 481 925	7 520 282 764
	VI, FINANCEMENT PAR LES CAPITAUX PROPRES			
RM	Augmentations de capital par apports nouveaux			0
RN	Subvention d'investissement		1 971 247 832	6 422 624 157
FP	Prélèvement sur le capital (y compris retrait de l'exploitant)			
	VII. FINANCEMENT PAR NOUVEAUX EMPRUNTS			
FQ	Emprunt ⁽²⁾		11 459 887 315	16 975 517 546
FR	Autres dettes financières ⁽²⁾		6 986 270	1 016 986 270
	(2) Remboursement anticipés inscrits séparément en emplois			
	C. RESSOURCES NETTES DE FINANCEMENT		8 931 639 492	31 935 410 737
	D. EXCEDENT OU INSUFISANCE DE RESSOURCES DE FINANCEMENT (C - B)		409 798 731	642 928 957
	VIII. VARIATION DE LA TRESORERIE			
FU	Trésorerie nette à la clôture de l'exercice:		- 7 779 345 395	
FV	à l'ouverture de l'exercice:		- 8 189 144 126	
	Variation Trésorerie:	409 798 731	409 798 731	-642 928 957
	(+ si Emplois; - si Ressources)			
	Contrôle: D = VIII avec signe opposé			

Nota : I, IV, VI, VII : en terme de flux; différence <Bilantielles>

Contrôle (à partir des masses des bilans 2016 et 2015)	Emplois	Ressources
Variation du fonds de roulement (F.d.R.) : Fd.R (2016) - FdR (2015)	21 356 765 629	
Variation du B.F global (B.F.G). : BFG (2016) - BFG (2015)		21 766 564 360
Variation de la trésorerie (T) : T(2016) - T(2015)	409 798 731	
TOTAL	21 766 564 360	21 766 564 360

3.5 : NOTES ET COMMENTAIRES AUX ETATS FINANCIERS

1. RESUME DES METHODES ET PRINCIPES COMPTABLES

Les états financiers au 31 décembre 2016 ont été élaborés selon les règles de la comptabilité privée et sont présentés suivant le référentiel du Système Comptable de l'Organisation pour l'Harmonisation en Afrique du Droit des Affaires (SYSCOHADA).

Le système comptable adopté est le système normal.

Les méthodes et principes comptables utilisés se présentent comme suit :

1.1 Charges immobilisées

Il s'agit des charges à caractère général qui ont une incidence sur le résultat. Les charges immobilisées subissent un amortissement direct (sans contrepartie de compte d'amortissement) suivant la méthode linéaire sur une durée de 3 à 5 ans au maximum.

1.2 Immobilisations incorporelles

Elles sont constituées de logiciels, de frais d'études et de recherches et sont amorties suivant la méthode linéaire.

Les taux d'amortissement utilisés sont les suivants :

Logiciels	20 % et 33 %
Frais de recherche et développement	33 %

1.3 Immobilisations Corporelles

Les immobilisations corporelles sont enregistrées à leur coût d'acquisition selon le principe du coût historique et sont amorties suivant la méthode linéaire basée sur leur durée de vie probable.

Les taux appliqués sont les suivants :

Bâtiments	:	5 %
Centrale Génie Civile	:	2 %
Installations électriques	:	5 %
Installations Télécoms	:	5 %
Services Auxiliaires	:	5 %
Lignes haute tension	:	3,3 %

Lignes moyenne tension	:	5 %
Agencements	:	10 %
Matériels et Mobiliers	:	20 % et 10 %
Matériels de transport	:	20 %.

1.4 Les titres de participation

Les titres de participation sont comptabilisés à leur valeur d'acquisition.

1.5 Provision pour dépréciation de créances

Une provision de 100 % est constituée sur les créances âgées de 4 ans et plus.

1.6 Vente d'énergie électrique

Les ventes d'énergie électrique sont comptabilisées sur la base des factures émises à partir des relevés mensuels de consommations des clients effectués dans les différents postes de la CEB.

1.7 Indépendance des exercices

Les charges imputables à l'exercice et pour lesquelles les factures ne sont pas reçues sont estimées et une provision est constituée à la clôture de l'exercice.

Les charges payées ou comptabilisées d'avance sont enregistrées dans un compte de régularisation actif.

1.8 Stocks

Les stocks sont comptabilisés à leur coût d'acquisition et tenus suivant l'inventaire permanent. Ils font l'objet d'un inventaire général en fin d'exercice et sont valorisés suivant la méthode du coût moyen pondéré après chaque entrée.

1.9 Dettes en devises

Les dettes en devises sont évaluées au cours de clôture d'exercice et les pertes ou les gains de change potentiels sont enregistrés dans les comptes d'écarts de conversion à l'actif ou au passif. Les pertes de change potentielles (écarts de conversion - actif) font l'objet de provisions à 100 % pour les dettes à court terme et de provisions étalées sur la durée de vie restant à courir jusqu'au terme des remboursements pour les dettes à long terme. Toutefois les dettes échues et non payées à la clôture sont évaluées au cours de la date d'échéances pour la Caisse Autonome d'Amortissement (CAA).

1.10 Subventions d'investissement

Les subventions d'investissement enregistrées au passif du bilan sont amorties au même taux que les immobilisations qu'elles ont servies à financer.

1.11 Provision spéciale de réévaluation

Elle est la contrepartie de l'augmentation de l'actif immobilisé réévalué.

1.12 Provision pour faible pluviométrie

Il s'agit de provision pour couvrir la baisse du résultat liée à une faible pluviométrie (année sèche) dans le bassin de Nangbéto.

1.13 Provision pour grosses réparations

Elle est constituée sur la base des estimations des coûts de révision de la Centrale de Nangbéto et de rénovation du Dispatching de production et de transport de l'énergie électrique.

1.14 Disponibilités en devises

Les soldes des comptes de trésorerie en devises sont évalués au cours de clôture. Les écarts dégagés sont passés en gains ou pertes de change selon que l'évaluation au cours de clôture augmente ou diminue les soldes.

2. L'ACTIF IMMOBILISE

2.1 Les charges immobilisées

Elles concernent les frais de remise au potentiel des turbines à gaz de Lomé, les frais d'études des projets (Construction de lignes, projet Adjarala), les frais d'étude de modernisation du Dispatching et de réhabilitation de Nangbéto, et les frais de réhabilitation de la ligne Lomé-Cotonou-Onigbolo et les postes associés.

Elles se présentent comme suit :

Libellés	Soldes au 31/12/2015	Acquisitions	Dotations de l'exercice	Soldes au 31/12/2016
Frais d'établissement et Charges à répartir	9 436 104 474	4 936 595 956	3 717 008 969	10 655 691 461

2.2 Immobilisations incorporelles

Les variations intervenues dans les comptes d'immobilisations incorporelles se présentent comme suit :

DESIGNATIONS	Soldes au 31/12/2015	Acquisitions ou dotations	Transfert/ Cession	Soldes au 31/12/2016
Valeurs brutes				
Frais de recherche et de développement	494 615 969			494 615 969
Brevets et licences	50 052 208			50 052 208
Logiciels	411 060 469			411 060 469
Total brut	955 728 646	0	0	955 728 646
Amortissements				
Frais de recherche et de développement	-494 615 969		0	-494 615 969
Brevets et licences	-47 713 720	-905 220	0	-48 618 940
Logiciels	-334 113 746	-37 552 128		-371 665 874
Total amortissements	-876 443 435	-38 457 348	0	-914 900 783
Valeurs nettes	79 285 211	-38 457 348	0	40 827 863

L'exercice 2016 n'a connu aucune acquisition d'immobilisation incorporelle.

2.3 Immobilisations corporelles

Les variations intervenues dans les immobilisations corporelles s'analysent comme suit :

DESIGNATIONS	Soldes au 31/12/2015	Acquisitions ou dotations	Cession/rebut	Transfert+/-		Soldes au 31/12/2016
Valeurs brutes						
Terrains	2 268 034 013					2 268 034 013
Bâtiments	53 201 497 745	14 397 764 (a)				53 215 895 509
Installations,agencements	143 437 109 017	557 151 153 (b)	-4 797 650 (e)	893 885 738 (b)		144 883 348 258
Matériels	21 485 667 181	334 435 194 (c)	-7 910 069 (e)	11 400 000 (c)		21 823 592 306
Matériels de transport	2 684 810 627	169 758 000 (d)	-88 298 740 (f)			2 766 269 887
	223 077 118 583	1 075 742 111	-101 006 459	905 285 738	0	224 957 139 973
Immobilisations en cours	7 710 426 989	5 391 075 522 (g)		7 616 053 495 (h)		20 717 556 006
Total brut	230 787 545 572	6 466 817 633	-101 006 459	8 521 339 233	0	245 674 695 979
Amortissements/Prov						
Bâtiments	-32 445 217 006	-1 444 404 109				-33 889 621 115
Installations,agencements	-82 257 136 940	-4 071 158 980	3 859 221			-86 324 436 699
Matériels	-17 259 909 160	-1 381 407 254	7 184 549			-18 634 131 865
Matériels de transport	-1 914 778 754	-307 957 649	80 122 834			-2 142 613 569
Total amortissements	-133 877 041 860	-7 204 927 992	91 166 604	0	0	-140 990 803 248
Valeurs nettes	96 910 503 712	-738 110 359	-9 839 855	8 521 339 233	0	104 683 892 731

- a) Ce montant concerne essentiellement la construction d'une plateforme à Sakété pour 13 millions de francs CFA.
- b) Ce montant est relatif essentiellement aux dépenses pour la construction des lignes HT reliant SCANTOGO pour un montant total de 1 190 millions de francs CFA, et l'acquisition d'un transformateur 161 kV pour le poste d'Atakpamé à 137 millions de francs CFA.
- c) Il s'agit de dépenses relatives essentiellement à l'acquisition d'appareils de mesure et de contrôle pour 24 millions de francs CFA, d'outillages industriels

pour 29,6 millions de FCFA, de matériels de bureau pour 24 millions de francs CFA, de matériels informatiques pour 14 millions de francs CFA, de matériels didactiques pour le CFPP pour 184 millions de franc CFA, de mobiliers de bureau pour 16,6 millions de francs CFA, de matériels et mobiliers affectés au logement pour 7,2 millions de francs CFA, de divers outillages et de matériels diverses pour 48,5 millions de francs CFA.

- d) Ces montants concernent l'acquisition de divers véhicules qui se détaillent comme suit :

Libellés	Montants
1 TOYOTA L/C 200	48 000 000
1 MERCEDES -BENZ S320	65 388 000
1 TOYOTA LAND CRUISER STATION WAGON GX-R	55 900 000
1 MOTO APSONIC 125-30 ALOBA	470 000
Total	169 758 000

- e) Ces montants représentent la valeur des divers équipements, matériels et mobiliers mis au rebut et vendus aux enchères en 2016.

- f) Ce montant représente la cession comptable des véhicules de la CEB selon le tableau suivant :

Libellés	Montants
4 VEHICULES UTILITAIRES	60 732 000
2 VEHICULES D'EXPLOITATION	27 566 740
Total	88 298 740

- g) Il s'agit des dépenses relatives aux diverses indemnités des populations dans le cadre de la construction des lignes de transport haute tension.

- h) Il s'agit du transfert du coût de la réhabilitation du Dispatching en immobilisation en cours du fait de la mise en service en 2016. La réception effective des travaux interviendra en 2017.

2.4 Avance et acomptes sur immobilisations

Il s'agit des avances versées dans le cadre des travaux ou projets suivants :

- acquisition du matériel radio pour 44,70 millions de francs CFA ;
- acquisition d'un logiciel de gestion budgétaire pour 8,2 millions de francs CFA ;

- fourniture et installation de groupes électrogène pour la CEB pour 14 millions de francs CFA ;
- projet d'extension des postes de PARAKOU et SAKETE ainsi que la construction d'un nouveau poste à ONIGBOLO et TANZOUN pour 15 534,9 millions de francs CFA ;
- projet de construction des postes de DAVIE et LEGBASSITO pour 15 682,8 millions de francs CFA ;
- projet de construction d'une ligne double terre 161 kV SAKETE-TANZOU et PARAKOU-ONIGBOLO pour 6 743,9 millions de francs CFA ;
- projet de renforcement des postes de CIMAO et de Mome-Hagou pour 2 718,4 millions de francs CFA ;
- projet de fourniture et installation des câbles de garde à fibres optiques sur les tronçons de ligne Momé-Hagou–Nangbéto-Atakpamé et Nangbéto Bohicon pour 1 013,8 millions de francs CFA ;
- projet de construction lignes 63 kV ONIGBOLO ET NOCIBE pour 2 329,3 millions de FCFA ;
- contrôle et supervision de la construction des lignes 161 kV Onigbolo-Parakou et Sakété-Porto Novo pour 947 millions de francs CFA ;
- contrôle et supervision ligne 330 kV Ghana-Togo-Bénin pour 756 millions de FCFA ;
- projet de construction ligne 330 kV Ghana-Togo-Bénin pour 2 218 millions de FCFA ;
- projet de réhabilitation de la Centrale hydroélectrique de Nangbéto pour 36,6 millions de FCFA ;
- projet de construction de la ligne 161 kV BEMBEREKE-KANDI-MALANVILLE pour 965 millions de FCFA.

2.5 Immobilisations financières

2.5.1 Titres de participation

La CEB détient des titres de participation pour un montant de 52 millions de francs CFA dans les sociétés SOTOGAZ et BENGASZ, sociétés créées dans le cadre du gazoduc Ouest Africain.

2.5.2 Autres immobilisations financières

Ce poste a enregistré les dépôts versés en caution pour l'abonnement d'eau, d'électricité, de téléphone, de gaz et pour le leasing du matériel informatique, pour un

montant de 84,1 millions de francs CFA et l'avance faite à la Direction du Trésor et de la Comptabilité Publique du Bénin dans le cadre du Projet Fourniture Service de l'Energie pour 100 millions de francs CFA.

3. ACTIF CIRCULANT

L'actif circulant se détaille comme suit :

DESIGNATION	Solde au 31/12/2016	Solde au 31/12/2015
Actif circulant HAO	0	1 700 000
Stock	4 618 773 230	4 583 315 385
Fournisseurs avances et acomptes	4 670 936 710	3 584 872 244
Clients	57 087 851 538	79 591 598 655
Autres créances	3 163 891 036	4 534 852 937
Total	69 541 452 514	92 296 339 221

3.1 Stocks

Les stocks sont constitués essentiellement de combustible (Jet A1), de pièces de rechange et d'huiles, principalement les huiles Volt Esso. Ces stocks sont tenus suivant la méthode de l'inventaire permanent et sont valorisés au coût moyen unitaire pondéré après chaque entrée.

Les stocks se détaillent comme suit :

DESIGNATION	Solde au 31/12/2016	Solde au 31/12/2015
Jet A1	152 349 683	311 564 524
Pièces de rechange	4 334 535 763	4 127 080 494
Carburant	33 328 662	54 908 313
Huiles et lubrifiant	214 678 385	205 881 317
	4 734 892 493	4 699 434 648
Provisions/pièces de rechange	-116 119 263	-116 119 263
Total	4 618 773 230	4 583 315 385

3.2 Fournisseurs avances et acomptes

Les avances consenties à ces fournisseurs concernent essentiellement les études de projets, les achats de pièces de rechange et l'assistance à la CEB pour l'indemnisation et l'obtention des titres fonciers relatifs aux domaines retenus dans le cadre des projets. Il s'analyse comme suit :

DESIGNATION	Solde au 31/12/2016	Solde au 31/12/2015
MEXAN'S ALSACE SARL	19 530 000	-
INEO	209 983 235	1
BETHEIR	-	5 679 334
Me TOFIO	26 523 000	26 523 000
BF CONSEIL	36 755 500	36 755 500
PRATT & WITHNEY	415 936 632	507 453 160
E-HUB	19 324 320	
ODIAHE	27 432 800	-
TRACTABEL	243 453 062	243 453 062
GTA INGENIERING NIGERIA	-	14 761 495
FOURNISSEURS RARES TOGO	74 439 917	
EDF	20 649 526	20 649 526
T & D POWER SOLUTIONS	495 437 923	161 351 939
SNC LAVALIN	401 454 177	376 811 022
CG HOLDING BELGIUM	54 757 414	54 757 414
BUSINESS & ACTIONS CONSEILS SARL	22 690 500	-
ELITE GROUP BTP SA	612 420 951	-
FORNISSEURS RARES BENIN	74 330 699	
Me LAGUIDE	96 009 300	96 009 300
GEMCO	13 040 425	-
STUCKY SA	293 337 866	293 337 866
CABIRA	335 677 296	216 672 786
LAND RESSOURCES	554 397 300	554 397 300
ENERDI CHAUVIN ARNAUX GROUP	-	12 780 667
ALAIN SABATON	11 321 818	-
ME ACOUETEY	143 415 009	143 415 009
PAL BIOGENIE CYBER WORKS CORPORATIO	24 891 600	
CREOPSE	13 046 656	
GORDON APLEBY	15 508 842	15 015 881
JEAN ETIENNE KLIMPT	25 737 914	24 919 814
DIDALAB France	-	147 144 254
VOITH Hydro	101 035 745	101 035 745
STADIA	99 400 000	49 700 000
DIVERS FOURNISSEURS	120 078 386	
AUTRES	68 918 897	482 248 169
Total Fournisseurs/avances	4 670 936 710	3 584 872 244
avance fournisseurs douteux	15 891 806	15 891 806
Provisions	- 15 891 806	- 15 891 806
Net	4 670 936 710	3 584 872 244

3.3 Clients

D'un montant net de 57 087,9 millions de francs CFA au 31 décembre 2016, ce poste s'analyse comme suit :

DESIGNATION	Solde au 31/12/2016	Solde au 31/12/2015
CLIENTS ORDINAIRES		
SNPT	641 875 000	525 850 000
CEET	21 282 223 030	48 053 887 599
WACEM	767 558 986	38 128 986
SBEE	33 504 693 232	29 669 369 271
SCB LAFARGE	324 260 820	259 160 460
SONABEL	40 753 990	59 586 474
SCAN TOGO	526 486 480	985 615 865
Client Produits à recevoir (SBEE)		0
Total clients ordinaires	57 087 851 538	79 591 598 655
CLIENTS DOUTEUX		
IFG	34 263 983	34 263 983
Total clients douteux	34 263 983	34 263 983
TOTAL CLIENTS BRUTS	57 122 115 521	79 625 862 638
Provisions	-34 263 983	-34 263 983
CLIENTS NETS	57 087 851 538	79 591 598 655

3.4 Autres créances

Cette rubrique se présente comme suit :

DESIGNATION	Solde au 31/12/2016	Solde au 31/12/2015
Personnel avance	218 737 802 (a)	208 413 060
Débiteurs divers	2 047 473 994 (b)	2 644 741 303
Débours et frais médicaux		7 705 675
Produits à recevoir	197 166 543	247 123 404
Charges constatées d'avance	700 512 697 (c)	1 426 869 495
Total	3 163 891 036	4 534 852 937
Débiteurs douteux	854 586 307 (d)	854 586 307
Total brut	4 018 477 343	5 389 439 244
Provisions	-854 586 307	-854 586 307
Créances nettes	3 163 891 036	4 534 852 937

- (a) Il s'agit des avances consenties au personnel sous forme de frais d'hospitalisation ou de frais d'hébergement dans le cadre des missions, de dépassement de quotas d'électricité en cours de remboursement et non encore régularisés au 31 décembre 2016.
- (b) Il s'agit essentiellement des factures de cession de gaz à la CEET et non réglées au 31 décembre 2016, et de divers débiteurs à régulariser.
- (c) Les charges constatées d'avance sont constituées essentiellement de stock de fournitures de bureau et de fournitures diverses, de consommables informatiques, de pièces de rechange de véhicules et de loyer payés d'avance, de primes d'assurance comptabilisées d'avance.
- (d) Les débiteurs douteux concernent essentiellement :
- les dépenses réalisées pour le compte d'ELECTRO-TOGO dans le cadre des travaux de réhabilitation de la Centrale thermique de Lomé ainsi que les consommations d'électricité facturées par la CEB pour un montant global de 363,5 millions de francs CFA,
 - les dépenses relatives à la convention de financement du projet d'Adjarala signée entre la CEB et OACM pour 196,8 millions de francs CFA,
 - une avance de fonds à African Investment Bank dans le cadre d'une convention de prise de participation conclue entre la CEB et COWRIE CORPORATION pour 150 millions de francs CFA.

Ces créances sont couvertes par des provisions à 100 % compte tenu des risques d'irrécouvrabilité qui y sont liés.

4. TRESORERIE - ACTIF

D'un montant de 11 160 millions de Francs CFA au 31 décembre 2016, ce poste s'analyse comme suit :

4.1 Banques

DESIGNATION	Solde au 31/12/2016	Solde au 31/12/2015
BANQUES		
BANQUE ATLANTIQUE Bénin	28 878 615	3 040 157 840
BCB C/C	714 240 757	714 240 757
BECAO Cotonou	13 285 747	13 285 747
BIA-Togo	2 575 222	6 647 851
BIBE C/C		132 820 860
BIBE Compte seq BOAD		
BOA Bénin	65 190 384	233 551 013
BOA Projet dorsale sud	0	40 134 405
BTCI CARTE VISA	6 405 980	6 405 980
BTCI Lomé	12 567 695	
BTD Lomé/ORABANK		
BANQUE ATLANTIQUE TOGO c/c	127 482 163	221 407 825
DIAMOND BANK TOGO	12 287 979	314 434 831
ECOBANK-BENIN C/C		
UBA	196 434 910	4 259 942
UBA PROJET PFSE		70 228 977
ECOBANK Bénin C/S		
ECOBANK Bénin DAT	200 000 000	200 000 000
ECOBANK-BENIN GRIDCO	700 000 000	700 000 000
ECOBANK-BENIN PJT BEN TG PWER	133 844 471	1 487 270 109
ECOBANK-TOGO Compte de gages	8 221 472	496 055
ECOBANK Compte bloqué	2 860 133 331	
ECOBANK DAT	2 655 000 000	2 655 000 000
ECOBANK Projet TAG	89 024 052	89 097 052
ECOBANK-N'GAS		
ECOBANK-TG INVEST	9 602 026	59 995 129
ORABANK DAT	1 050 000 000	1 050 000 000
ORABANK TG CPTÉ INDEM PROJET	1 258 081 648	999 993 950
ECOBANK-TG SUNON ASOGLI	551 081 735	509 530 787
ECOBANK-TG CREDOC	1 115 510 487	2 245 777 618
UTB PJT BEN TG REHABILITATION	17 429 114	13 555 706
CCI BANK BENIN C/C	29 608 997	
UTB Gage espèces	0	1 034 424 938
	11 856 886 785	15 842 717 372
Intérêts courus produits à recevoir	10 744 306	9 906 301
TOTAL	11 867 631 091	15 852 623 673
Dépréciations comptes BCB	-714 240 757	-714 240 757
TOTAL NET	11 153 390 334	15 138 382 916

4.2 Caisses

DESIGNATION	Solde au 31/12/2016	Solde au 31/12/2015
CAISSES		
Caisse principale	4 092 143	4 527 979
Caisse USD	1 001 265	481 405
Caisse dollar Can	78 596	73 772
Caisse EURO	1 380 789	1 472 623
Caisse région Togo	31 920	54 065
Caisse région Bénin	445	97 261
Caisse Nangbeto	4 960	3 455
Caisse CFPP menues dépenses	103 400	93 442
TOTAL	6 693 518	6 804 002

5. ECARTS DE CONVERSION ACTIF

Ce poste concerne les dettes de la CEB (emprunts et dettes fournisseurs) libellées en devises ; il s'agit de la différence entre leur coût historique et leur valeur de conversion aux cours des devises à la clôture de l'exercice.

D'un montant de 9 281,7 millions de francs CFA, cet écart constitue une perte potentielle et fait l'objet d'une provision de 2 976, millions de FCFA conformément à l'article 56 du règlement relatif au droit comptable dans les Etats de l'OHADA qui dispose que par dérogation et à titre exceptionnel lorsqu'un emprunt est contracté ou un prêt est consenti à l'étranger pour une période supérieure à un an, la perte ou le gain résultant à la clôture de l'exercice doit être étalé sur la période restante à courir jusqu'au terme des remboursements ou des encaissements à venir prévus au contrat.

6. CAPITAUX PROPRES ET RESSOURCES ASSIMILEES

Cette rubrique s'analyse comme suit :

DESIGNATION	Solde au 31/12/2016	Solde au 31/12/2015
Capital	26 350 000 000	26 350 000 000
Primes et réserves	- 865 989 174	1 431 188 903
Résultat de l'exercice	- 18 530 399 814	- 2 297 178 077
Subvention d'investissement	19 749 761 600	17 889 592 232
Provisions réglementées	4 882 330 207	5 151 816 507
TOTAL	31 585 702 819	48 525 419 565

6.1 Capital

Par nécessité de se conformer aux dispositions du traité et de l'acte uniforme de l'organisation pour l'harmonisation en Afrique du Droit des Affaires, le Haut Conseil Interétatique a, en date du 05 décembre 2008, décidé de doter la CEB d'un capital social.

Aux termes de cette décision, la CEB est dotée d'un capital social d'un montant de 26 350 millions de francs CFA réparti à parts égales par équité entre les deux Etats, le Bénin et le Togo.

6.2 Primes et réserves

Ce poste comprend l'écart de réévaluation relatif à la réévaluation des terrains pour 2,4 millions de francs CFA et le report à nouveau négatif de 868,5 millions de francs CFA.

La baisse du poste est liée à l'affectation en report à nouveau du déficit de l'exercice 2015 de 2 297,2 millions de francs CFA.

6.3 Subventions d'investissement

En vue du financement de certains travaux notamment les travaux d'extension du Centre de Formation Professionnelle et de Perfectionnement d'Abomey Calavi, l'Interconnexion CEB/TCN, la construction des postes de TANZOU au Bénin et de DAVIE au Togo, la CEB a bénéficié des subventions de certains organismes : FAC, BAD, KFW. Ces subventions s'amortissent au même taux que les infrastructures financées.

Le solde au 31 décembre 2016 de 19 749,8 millions de francs CFA représente la quote-part non encore amortie correspondant à la valeur comptable nette des immobilisations financées.

6.4 Provisions réglementées

Le solde de ce poste correspond à la provision spéciale de réévaluation.

Suite à la dévaluation du francs CFA intervenue en 1994, la CEB a procédé avec l'aide des Cabinets EFOGERC et BENIN EXPERTISE, à la réévaluation de ses immobilisations conformément à la loi N°95 016 en date du 18 août 1995 portant autorisation de la réévaluation légale des bilans au Togo.

L'écart entre la valeur historique et la valeur réévaluée des immobilisations a été porté au crédit du compte provision spéciale de réévaluation et s'est amorti au même rythme que les immobilisations réévaluées.

Le solde au 31 décembre 2016 de 4 882,3 millions de francs CFA correspond donc à la valeur comptable nette de la fraction réévaluée des immobilisations.

7. DETTES FINANCIERES ET RESSOURCES ASSIMILEES

Le solde de la rubrique s'analyse comme suit :

DESIGNATION	Solde au 31/12/2016	Solde au 31/12/2015
Emprunts	105 871 025 045	102 186 652 277
Dettes financières diverses	3 158 611 125	3 151 624 855
Provisions financières pour risques	20 323 354 320	16 854 149 609
TOTAL	129 352 990 490	122 192 426 741

7.1 Emprunts

En vue de financer la construction et l'installation de ses infrastructures et équipements de production et de transport d'énergie électrique, la CEB a contracté divers emprunts. Ces emprunts sont de trois catégories auxquels s'ajoutent les intérêts courus.

Les intérêts courus se détaillent comme suit :

- les intérêts courus sur emprunts rétrocédés par l'Etat Togolais de 609,8 millions de francs CFA ;
- les intérêts courus sur emprunts rétrocédés par l'Etat béninois de 6 027,5 millions de francs CFA ;
- les intérêts courus sur emprunts directs de 1 022,8 millions de francs CFA.

DESIGNATION	Solde au 31/12/2016	Solde au 31/12/2015
ACDI 19/08/69 TOG	270 363 082	270 363 082
EXIM BANK CHINE	13 554 456 790	11 063 148 395
IDA PIAT 2367 TOGO	418 824 974	418 824 974
BEI-TOGO	1 967 871 000	1 311 914 000
BOAD 084 PR CONSTRUCT & RENF.	379 951 282	379 951 282
Total emprunts rotrocédés trésor togo	16 591 467 128	13 444 201 733
ACDI 23/08/669 BEN	101 285 000	101 285 000
FONDS NORDIQUE	8 448 725 569	8 448 725 569
IDA 4214 BEN	8 390 190 324	6 835 410 523
IDA 4492 BEN	493 256 196	477 577 642
IDA PIAT 2366 BEN		
IDA 3951 BEN	10 331 375 190	10 002 983 923
BEI-BENIN	14 759 032 500	13 119 140 000
BOAD 014 FDE CONSTRUCT LIGNE	373 020 752	366 215 752
IDA 4587 BEN	6 367 430 125	5 557 830 467
FAD 330KV GH-TG-BEN	1 519 528 226	1 516 542 085
Total emprunt retrocédés CAA	50 783 843 882	46 425 710 961
KFW BOHICON	1 037 916 618	1 037 916 618
BOAD 043 CONSTR BEMB	1 711 225 296	-
BOAD TAG TOGO		
BOAD TAG BENIN		
KFW ATAKPAME	1 101 906 000	1 101 906 000
FAD DISPATCHING CHF	111 616 933	115 773 900
FAD DISPATCHING EURO	1 006 507 718	1 053 322 030
FAD DISPATCHING JPY	329 764 246	324 905 111
FAD DISPATCHING USD	2 404 737 353	2 436 593 858
BOAD CEB/NEPA		
BRIC CEB-NEPA		
ECOBANK TG 2		
BOAD INTERCON NORD T-NORD B UTB2	-	323 018 243
ECOBANK TG 3	8 580 288 660	11 290 521 674
ECOBANK-BENIN	2 215 857 931	505 000 004
ECOBANK TG 4	5 720 791 263	11 886 405 213
BOAD 330 kV	5 468 244 525	5 344 201 737
ACDI CIMAO	1 146 705 078	1 076 314 902
Total emprunts directs	30 835 561 621	36 495 879 290
	98 210 872 631	96 365 791 984
INTERETS COURUS	7 660 152 414	5 820 860 293
TOTAL	105 871 025 045	102 186 652 277

7.2 Dettes financières diverses

Les dettes financières diverses comprennent les avances de fonds et les dépôts et cautionnements reçus. Le solde de la rubrique s'analyse comme suit :

DESIGNATION	Solde au 31/12/2016	Solde au 31/12/2015
Avance de Fonds Bénin	16 758 538 (a)	16 758 538
Avance de Fonds Togo	1 550 000 000 (a)	1 550 000 000
Avance de Fonds BOAD	459 371 232 (b)	459 371 232
Dépôts et cautionnements reçus	1 062 212 500 (c)	1 062 212 500
Intérêts courus sur avances	70 268 855 (d)	63 282 585
Total	3 158 611 125	3 151 624 855

- (a) Il s'agit d'avances de fonds octroyées par les Etats Béninois et Togolais dans le cadre des mesures de résorption de la crise énergétique.
- (b) Il s'agit des avances de fonds consenties par la BOAD dans le cadre de l'étude de la réhabilitation de la ligne 161 kV Lomé-Cotonou-Onigbolo et de l'étude de la construction de la ligne Ghana-Togo-Bénin (Projet WAPP).
- (c) Ce montant représente les dépôts et cautionnements reçus qui se détaillent comme suit :

	Montant
CEET	1 026 931 250
SBEE	5 281 250
SPNT	30 000 000

	1 062 212 500

- (d) Il s'agit des intérêts courus sur les avances consenties par la BOAD.

7.3 Provisions financières pour risques et charges

D'un montant de 20 323,4 millions de francs CFA, le solde de ce poste représente les provisions constituées pour perte de change potentielle de 2 976 millions de FCFA, pour grosses réparations de 11 591 millions de francs CFA, pour indemnités de départ à la retraite de 2 391 millions de francs CFA et pour litiges de 564,6 millions de francs CFA.

8. PASSIF CIRCULANT

Le passif circulant s'analyse comme suit :

DESIGNATION	Solde au 31/12/2016	Solde au 31/12/2015
Clients Avance reçues	-	-
Dettes circulantes et ress.ass.HAO	612 960 773	3 276 694 627
Fournisseurs d'exploitation	66 718 392 032	65 252 562 084
Dettes fiscales	7 628 667	16 933 917
Dettes sociales	1 608 580 553	1 486 652 175
Autres dettes	3 758 867 409	3 395 475 713
Risques provisionnés	2 870 924 492	1 399 372 292
TOTAL	75 577 353 926	74 827 690 808

8.1 Dettes circulantes et ressources assimilées HAO

Le solde de la rubrique représente les dettes sur les fournisseurs d'immobilisations et s'analyse comme suit :

DESIGNATION	Solde au 31/12/2016	Solde au 31/12/2015
MARY CLEAN	3 099 200	3 099 200
SAIMEX	296 385	6 875 062
GET CONSULT	3 409 186	3 409 186
SBEE	38 972 328	38 972 328
EIFFAGE	51 515 437	51 515 437
RAMCO	2 089 995	4 819 000
TBEA	35 697 621	3 014 788 547
EIFFAGE ENERGIE	51 515 438	51 515 438
AUTRES	426 365 183	101 700 429
TOTAL	612 960 773	3 276 694 627

8.2 Fournisseurs d'exploitation

Les fournisseurs d'exploitation comprennent les fournisseurs d'énergie et les fournisseurs de biens et services. Le solde du poste de 66 718,9 millions de francs CFA au 31 décembre 2016 s'analyse comme suit :

DESIGNATION	Solde au 31/12/2016	Solde au 31/12/2015
Fournisseurs d'énergie		
VRA	7 191 374 127	14 390 005 006
CIE	11 080 613 843	-
NIGELEC	-	-
TCN	45 000 936 447	42 142 834 044
GRIDCO	1 150 671 554	2 197 304 934
ECG	405 583 233	190 613 576
TOTAL FOURN. D'ENERGIE	64 829 179 204	58 920 757 560
Fournisseurs biens et services		
CEET	125 467 057	122 117 593
SBEE	373 606 473	284 999 357
CFAO TOGO	40 279 184	24 816 101
FERMAK	21 616 828	16 240 950
TOGO TELECOM	49 662 017	22 810 023
ODYSSEE INTERNATIONNAL	8 721 700	8 721 700
SOGENET	1 998 055	-
BENIN MENAGERE	11 047 410	11 047 410
BETHEIR	-	972 999
EDF	71 183 835	58 871 555
COYNE ET BELIER	23 499 266	23 499 266
AFRICAIN D'ASSURANCE	887 941	887 941
SONACOP	11 209 290	11 209 290
NGAS LIMITED	343 561 835	1 148 852 264
SIEMENS	2 548 282	2 548 282
INEO	292 915 823	331 287 523
MONDA et FILS	3 086 078	6 039 407
FOUR /FACTURES NON PARVENUES	52 061 240	3 736 466 256
AUTRES	456 400 514	520 416 607
TOTAL FOURNI. BIENS ET SCES	1 889 752 828	6 331 804 524
TOTAL	66 718 932 032	65 252 562 084

8.3 Dettes fiscales

Le solde de la rubrique représente les dettes sur les administrations fiscales togolaise et béninoise et se détaille comme suit :

DESIGNATION	Solde au 31/12/2016	Solde au 31/12/2015
Etat Togo IRPP	7 528 542	16 850 017
Etat Togo TCS	100 125	83 900
Impôts Bénin	-	-
TOTAL	7 628 667	16 933 917

8.4 Dettes sociales

Il s'agit des dettes sur les organismes sociaux et le personnel. Le solde du poste de 1 727,6 millions de francs CFA se détaille comme suit :

DESIGNATION	Solde au 31/12/2016	Solde au 31/12/2015
PERSONNEL		
Provisions congés payés	920 048 512	881 571 854
Personnel autres charges à payer	546 041 258	479 972 377
sous total	1 466 089 770	1 361 544 231
ORGANISMES SOCIAUX		
CNSS TOGO	551 449	491 034
CNSS BENIN	180 225	-
Caisse de Retraite du Togo	-	-
Charges sociales sur Congés payés	106 620 984	100 449 153
Org Sociaux Autres charges à payer	35 138 125	24 167 757
sous total	142 490 783	125 107 944
TOTAL	1 608 580 553	1 486 652 175

8.5 Autres dettes

Les autres dettes se détaillent comme suit :

DESIGNATION	Solde au 31/12/2016	Solde au 31/12/2015
Créditeurs divers	1 643 119 718 (a)	1 478 954 475
Debours frais médicaux (crédeur)	8 564 086	
Charges à payer	2 107 183 605 (b)	1 916 521 238
Total	3 758 867 409	3 395 475 713

(a) Les créditeurs divers représentent essentiellement les pénalités sur les impayés des dettes envers la CIE et la VRA pour 1 550 millions de francs CFA.

(b) Les charges à payer comprennent essentiellement les provisions pour honoraires d'audit et des commissaires aux comptes pour 24,3 millions de

francs CFA, les provisions pour consommation d'électricité des sites et du personnel de la CEB pour 135 millions de francs CFA, les provisions pour achat d'étrennes pour 140,3 millions de francs CFA, les provisions pour les intérêts moratoires sur les emprunts rétrocédés par l'Etat Béninois à la CEB pour 767,2 millions de francs CFA, la provision pour les primes complémentaires 2015 à 2016 de VANDREDA pour 770,9 millions de francs CFA.

9. TRESORERIE PASSIF

Le solde de la rubrique de 18 939 millions de francs CFA s'analyse comme suit :

DESIGNATION	Solde au 31/12/2016	Solde au 31/12/2015
ORABANK C/C	167 839 835	5 797 630 040
ECOBANK PJT BEN TG PWER REHAB		
ECOBANK Togo C/C	3 285 132 790	3 457 053 589
ECOBANK Bénin crédit T.	5 800 000 000	2 500 000 000
UTB Lomé	1 087 842 939	709 683 228
ORABANK CREDIT DE TRESORERIE	6 000 000 000	9 000 000 000
ECOBANK BENIN C/C	1 818 353 231	1 697 176 004
BIBE C/C	719 322 952	
BTCI LOME		1 017 350
BANQUE INTERET COUR CH A PAYER	60 937 500	171 770 833
TOTAL	18 939 429 247	23 334 331 044

10. ECART DE CONVERSION-PASSIF

Le solde de ce poste de 105 millions de francs CFA représente les gains de change potentiels générés par les dettes en devises sur les fournisseurs.

11. LES PRODUITS D'EXPLOITATION

Ils sont constitués des ventes d'énergie et de gaz et des produits accessoires. Le solde de la rubrique se détaille comme suit :

DESIGNATION	Solde au 31/12/2016	Solde au 31/12/2015	VARIATION (%)
Vente d'énergie achetée	93 158 776 814	112 658 567 528	-17%
Vente d'énergie produite	12 587 861 985	9 193 914 507	37%
Total vente d'énergie	105 746 638 799	121 852 482 035	-13%
Vente de gaz	0	7 007 357 579	-100%
sous-total	105 746 638 799	128 859 839 614	-18%
Produits accessoires	280 723 273	134 232 420	109%
CHIFFRE D'AFFAIRES	106 027 362 072	128 994 072 034	-18%

La baisse du chiffre d'affaires de 18% est liée d'une part à la baisse des ventes d'énergie de 13% conséquence de la réduction de la demande de nos deux principaux clients et de l'indisponibilité partielle des deux turbines à gaz au cours de l'exercice 2016.

12. LES CHARGES D'EXPLOITATION

Les charges d'exploitation se présentent comme suit au 31 décembre 2016 :

DESIGNATION	Solde au 31/12/2016	Solde au 31/12/2015
Achats d'énergie	84 395 310 951	93 097 062 572
Achat de gaz à refacturer	0	5 880 682 199
Achats de matières premières	1 632 799 100	6 511 634 034
Variation de stock	159 214 841	5 660 138
Autres achats	1 831 062 069	2 486 173 867
Variation de stock	-194 672 686	-388 871 978
Transports	64 418 751	67 716 087
Services extérieurs	9 096 072 154	15 190 846 911
Impôts et taxes	7 658 996	7 476 110
Autres charges	3 179 629 745	1 186 871 579
Charges du personnel	6 684 347 836	7 269 241 173
Dotations aux amortissements et Provisions	11 099 972 083	9 908 608 790
TOTAL	117 955 813 840	141 223 101 482

12.1 Achat d'énergie électrique

Les achats de l'énergie électrique sont effectués essentiellement auprès de la Volta River Authority (VRA), de la Transmission Company of Nigeria (TCN) et de la Compagnie Ivoirienne d'Electricité (CIE) ; ces achats se ventilent par fournisseur comme suit :

DESIGNATION	Solde au 31/12/2016	Solde au 31/12/2015
VRA	12 657 394 411	29 177 750 684
CIE	16 468 998 308	849 066 545
TCN	54 773 587 674	62 670 876 405
ECG	495 330 558	399 368 938
TOTAL	84 395 310 951	93 097 062 572

Les achats d'énergie électrique de 2016 ont baissé de 9% par rapport à 2015 notamment à cause de la baisse de l'approvisionnement en provenance de la VRA et de la TCN.

12.2 Achats de matières premières

Les achats de matières premières concernent l'achat du combustible (gaz ou jetA1) destiné au fonctionnement des turbines à gaz.

Les matières premières se présentent comme suit :

DESIGNATION	Solde au 31/12/2016	Solde au 31/12/2015
gaz	1 632 799 100	6 511 634 034
Variation de stock jet A1	159 214 841	5 660 138
TOTAL	1 792 013 941	6 517 294 172

La baisse des achats de matières premières (gaz) en 2016 de 73% est liée à l'indisponibilité des deux turbines à gaz suite à une panne pour la Turbine à gaz de Lomé et suite à l'envoi en remise au potentiel pour la turbine de Cotonou au cours de l'exercice 2016.

12.3 Autres achats et variation de stocks

Les autres achats s'analysent comme suit :

DESIGNATION	Solde au 31/12/2016	Solde au 31/12/2015
Gaz industriel	606 536	673 000
Huiles et Lubrifiants	26 079 262	135 796 416
Pièces de réchanges	332 885 183	777 357 539
Carburant	266 409 386	387 403 540
Bonification carburant	291 388 958	196 620 470
Eau	10 948 710	9 214 731
Electricité	123 857 786	83 573 467
Bonification d'électricité	338 584 091	407 822 984
Fournitures d'entretien et petits équipements	171 597 899	186 027 267
Fournitures administratives	22 804 587	20 425 957
Fournitures entretien véhicules	52 285 385	57 915 070
Autres matières et fournitures	129 229 914	188 505 570
Autres	64 384 372	34 837 856
	1 831 062 069	2 486 173 867
variation de stock	-194 672 686	-388 871 978
TOTAL	1 636 389 383	2 097 301 889

Les autres achats et variation ont connu une baisse de 22% par rapport à 2015 due à la diminution des consommations de pièces de rechange, carburant, huiles et lubrifiants.

12.4 Transports

Cette rubrique de 52,7 millions de francs CFA au 31 décembre 2016, a enregistré essentiellement les achats de billets d'avion pour les voyages à l'étranger dans le cadre de missions professionnelles ou de formations.

12.5 Services extérieurs

Les services extérieurs ont évolué comme suit :

DESIGNATION	Solde au 31/12/2016	Solde au 31/12/2015
Impression et reprographie	22 504 345	37 705 335
Locations	216 025 053	114 207 276
Entretiens et maintenance	5 350 319 048	11 628 992 317
Assurances	448 027 432	459 996 496
Etudes et recherches	175 368 114	323 438 614
Publicité, Publication et relations publiques	247 215 196	315 558 999
Frais de télécommunications	165 942 982	162 423 748
Services bancaires	871 052 353	472 630 884
Rémunérations Interm. & Conseil	396 092 165	332 424 315
Frais de formation et Stages	114 763 974	228 433 300
Frais formation agents CEB au CFPP	37 811 000	5 462 000
Frais organisation formation CFPP	24 877 600	40 938 000
Cotisations	189 235 783	178 113 491
Réceptions	138 725 492	196 672 857
Mission inter communauté	376 213 391	353 804 863
Mission hors communauté	58 887 475	65 850 702
Hébergement mission	64 325 163	62 081 000
Travaux services exécutés	186 197 405	193 812 714
Autres	12 488 183	18 300 000
	9 096 072 154	15 190 846 911

La baisse du poste services extérieurs de 40% en 2016 s'explique essentiellement par la baisse de 53% du compte Entretiens et maintenance qui avait enregistré en 2015 les frais de réhabilitation de la ligne Lomé-Cotonou-Ognigbolo et postes associés.

12.6 Impôts & taxes

Ils comprennent essentiellement les péages, les droits d'enregistrement, les taxes aéroportuaires.

12.7 Autres Charges

Les autres charges chiffrées à 3 179,6 millions de francs CFA représentent essentiellement, l'appui de la CEB à l'électrification rurale pour 1 373 millions francs CFA, les frais liés aux activités de la Haute Autorité et du Haut Conseil Interétatique pour 323 millions de francs CFA, les provisions liées aux pertes latentes sur les fournisseurs en devises pour 1 471,6 millions de francs CFA.

12.8 Charges de Personnel

Les charges de personnel s'analysent comme suit :

DESIGNATION	Solde au 31/12/2016	Solde au 31/12/2015
Rémunération du personnel	4 827 480 963	4 566 265 048
Avantage en nature	467 765 761	512 123 796
Charges sociales	1 389 101 112	2 190 852 329
TOTAL	6 684 347 836	7 269 241 173

Les avantages en nature sont constitués de bonification de carburant et d'électricité qui y ont été transférés.

La baisse des charges du personnel de 8% en 2016 est essentiellement liée au paiement en 2014 des arriérés de prime de 2012 à 2014 à l'assureur VANBREDA. L'exercice 2016 a uniquement supporté l'arriéré de la prime 2015 et la prime 2016.

12.9 Dotations aux amortissements et aux provisions

Le montant de la rubrique de 11 100 millions de francs CFA s'analyse comme suit

DESIGNATION	Solde au 31/12/2016	Solde au 31/12/2015
Dotations aux amorti. charges immobilisées	3 717 008 969	3 091 258 073
Dotations aux amorti. Immobi. Incorporelles	38 457 348	35 453 070
Dotations aux amort. Immobil. Corporelles	7 072 802 036	6 538 465 516
Dotations aux Provisions	271 703 730	243 432 131
TOTAL	11 099 972 083	9 908 608 790

13. TRANSFERT DE CHARGES

Le solde du poste de 5 404,4 millions de francs CFA constitue la contrepartie du transfert en charges à répartir des frais de réparation des turbines à gaz pour 4 814 millions de francs CFA, des frais d'étude du barrage d'Adjarala pour 112,4 millions de francs CFA et du transfert en charges de personnel pour un total de 467,8 millions de francs CFA de la bonification d'électricité et de carburant.

14. PRODUITS FINANCIERS

Les produits financiers se détaillent comme suit :

DESIGNATION	Solde au 31/12/2016	Solde au 31/12/2015
Revenus financiers	259 003 395 (a)	272 855 623
Gains de change	1 087 671 263 (b)	1 835 653 675
Reprise de provisions	0	0
Total	1 346 674 658	2 108 509 298

(a) Il s'agit essentiellement des intérêts sur les dépôts à terme constitués en contrepartie des garanties accordées par les banques qui sont rémunérés.

(b) Il s'agit des gains de change réalisés sur les opérations en devises effectuées avec les tiers.

15. CHARGES FINANCIERES

Les charges financières s'analysent comme suit :

DESIGNATION	Solde au 31/12/2016	Solde au 31/12/2015
Frais financiers	6 877 292 288 (a)	6 184 341 784
Pertes de change	3 655 288 201 (b)	5 690 204 246
Dotations aux Amort. Et Provisions	508 633 981 (c)	981 387 371
Total	11 041 214 470	12 855 933 401

(a) Les frais financiers sont constitués essentiellement des charges d'intérêts sur emprunts, les frais de découverts dans les banques, les commissions de garantie des emprunts.

(b) Il s'agit des pertes de change relatives aux emprunts et autres dettes libellées en devises.

(c) Il s'agit de la reprise de provisions liées aux écarts de conversion sur les emprunts à long terme.

16. Produits de cession des immobilisations

Le montant de la rubrique de 12 millions de francs CFA représente essentiellement le produit de la cession de véhicules du parc de la CEB et divers matériels et mobiliers mis au rebut et cédés par vente aux enchères.

17. Reprise HAO

Les reprises hors activités ordinaires de 380,6 millions de francs CFA représentent les quotes-parts des subventions d'investissements virées au compte de résultat pour 111 millions de francs CFA, les reprises des quotes-parts des écarts de réévaluation pour 269,5 millions de francs CFA.

18. COMMENTAIRES SUR LE TAFIRE

Le Tableau Financier des Ressources et Emplois (TAFIRE) présente la situation des mouvements de flux intervenus dans l'évolution de l'activité de l'entreprise. Cette situation lui permet de prendre des décisions stratégiques afin de mieux s'orienter en matière d'investissement ou encore de développer les différentes sources de financement nécessaires. Elle permet aussi de déterminer les différents équilibres financiers en matière d'investissement ou de financement de l'actif circulant.

18.1 Capacité d'Autofinancement Globale (CAFG)

La capacité d'autofinancement globale (CAFG) traduit la richesse réelle générée par l'entreprise qui lui permet de s'autofinancer sans avoir recours à un financement extérieur.

La CAFG est négative de 4 506,5 millions de francs CFA contre une CAFG positive de 7 520,3 millions de francs CFA en 2015. En 2016, l'activité de la CEB a ainsi perdu en rentabilité et la CEB ne dispose plus de fonds propres pour faire face à ses investissements futurs.

18.2 Autofinancement (AF)

C'est la richesse nette créée après paiements des dividendes. Dans le cas de la CEB l'autofinancement est égal à la Capacité d'Autofinancement Global CAFG (il n'y a pas de distribution de dividendes). Il mesure la capacité de remboursement des emprunts par la société et traduit sa croissance autonome sur le moyen et long terme.

L'autofinancement négative de 4 506,5 millions de francs CFA en 2016 montre que l'activité de la CEB ne lui permet plus de rembourser ses dettes.

18.3 Variation du Besoin de Financement d'Exploitation

Elle traduit l'augmentation ou la diminution du besoin de financement à court terme au cours de l'exercice.

La variation du besoin de financement d'exploitation de 24 428,6 millions de francs CFA (ressources) en 2016 contre 10 434,8 millions de francs CFA (ressources) en 2014 montre que les besoins de trésorerie à court terme de la CEB au cours de l'exercice n'ont pas été couverts.

18.4 Excédent de Ressources

L'excédent de ressources dégagé se chiffre à 23 703,7 millions de francs CFA ; c'est-à-dire que les ressources de l'exercice ont pu couvrir les emplois jusqu'à dégager un excédent.

19. QUELQUES RATIOS SIGNIFICATIFS

19.1 Les ratios

DESIGNATION	2016	2015	2014	2013	2012	NORMES
<u>RATIO D'ENDETTEMENT</u>						
<u>Dettes financières et Ressourc.Assimilées</u> Ressources Stables	0,8	0,79	0,73	0,75	0,76	= 0,5
<u>RATIO AUTONOMIE FINANCIERE</u>						
<u>Capitaux Propres et Ressourc. Assimilées</u> Total Passif	0,12	0,13	0,18	0,17	0,15	> 0,20
<u>RATIO DE CAPACITE DE REMBOURS.</u>						
<u>Dettes Financ. Et Ressourc. Assimilées</u> Capacite d'Autofinanc. Globale (Avec CAFG>0)	-	16,25	20,4	50,8	-	< 4 (années)
<u>RATIO DE LIQUIDITE GENERALE</u>						
<u>Actif Circulant+Trésorerie Actif</u> Passif Circulant+Trésorerie Passif	0,9	1,05	1,3	1,5	1,3	> 1
<u>RATIO DE RENTABILITE</u>						
<u>Résultat de l'exercice</u> Chiffre d'Affaires TTC	-0,17	-0,018	0,004	0,011	-0,062	> 0
<u>RATIO D'EQUILIBRE FINANCIER</u>						
<u>Fonds de Roulement</u> Besoin de Financement Global	0,8	1,0	0,9	1,3	2	> 0,6

19.2 Commentaire sur les ratios

Ratios d'endettement, ratio d'autonomie financière

Ces ratios mesurent l'importance du financement propre par rapport à l'endettement et permettent d'apprécier l'autonomie financière de l'entreprise.

Les ratios d'autonomie et d'endettement déterminés sur les 4 années montrent une détérioration de ces derniers au cours des trois dernières années.

Cette détérioration de l'autonomie financière et de la capacité d'endettement découle des déficits enregistrés au cours des années précédentes et de l'augmentation des dettes à long et moyen terme contractées dans le cadre des projets.

Ratio d'équilibre financier

Le ratio d'équilibre financier permet de porter un jugement sur l'équilibre financier de l'entreprise.

Le ratio d'équilibre déterminé sur la période montre que l'équilibre financier est préservé jusqu'en 2016 bien que moins performant.

Ratio de capacité de remboursement

Le ratio calculé sur les 4 années montre que la capacité de remboursement est hors norme et traduit ainsi les difficultés de la CEB à rembourser ses dettes si la capacité d'autofinancement global n'augmentait pas.

Ratio de liquidité générale

Le ratio de liquidité générale indique que la solvabilité à court terme de la CEB qui était à la juste limite en 2015 s'est considérablement détériorée en 2016.

Ratio de rentabilité

Ce ratio mesure les performances financières de l'entreprise.

Le ratio calculé montre que la détérioration de la rentabilité de l'activité de la CEB amorcée en 2015, s'est aggravée en 2016.

20. ANALYSE DU RESULTAT

Les activités de l'exercice 2016 se sont soldées par un déficit de 18 555,4 millions de francs CFA contre un déficit de 2 297,2 millions de francs CFA en 2015.

Ce déficit s'explique par la diminution du chiffre d'affaires de 18% par rapport à 2015 malgré une baisse générale des charges d'exploitation.

En 2016, le coût de revient du kWh vendu s'est chiffré à 69,82 FCFA/kWh tandis que le coût de production de Nangbéto s'est établi à 8,04 FCFA/kWh et celle des turbines à gaz à 383 FCFA/kWh.

4 POINT D'EXECUTION DU BUDGET 2016

- 4.1 Revue des hypothèses de base du Budget 2016
- 4.2 Budget d'Exploitation 2016
- 4.3 Budget des Investissements 2016

4.1 Revue des hypothèses de base du Budget 2016

Le tableau ci-après récapitule les hypothèses ayant servi de base à l'élaboration du Budget 2016 ainsi que leur réalisation au 31 décembre 2016.

Hypothèses de base du budget 2016

DONNEES	PREVISIONS 2016	REALISATION 31/12/2016	TAUX DE REALISATION		
TAUX DE CHANGE MOYEN DU DOLLAR US (FCFA)	596	602,782 (min 590 / max 628)			
REPARTITION DE LA DEMANDE (GWh)	2 497,6	1 928,8	77,2%		
PARC CEB	325,0	229,6	70,6%		
NANGBETO	125,0	204,1	163,3%		
TAG LOME au Gaz	125,0	18,6	14,9%		
TAG MARIA GLETA au Gaz	75,0	6,9	9,2%		
IMPORTATIONS	2 172,6	1 699,2	78,2%		
TCN	1553,0	1275,3	82,1%		
VRA	600,0	198,0	33,0%		
CIE	16,0	221,9	1386,9%		
ECG	3,6	4,0	112,4%		
REPARTITION DE L'OFFRE (GWh)	2 372,7	1 792,8	75,6%		
BENIN	1 194,6	1 103,0	92,3%		
SBEE	1074,6	1050,2	97,7%		
SCB-LAFARGE	60,0	52,8	88,0%		
NOCIBE	60,0	0,0	0,0%		
TOGO	1 174,9	686,2	58,4%		
CEET	952,9	486,2	51,0%		
SNPT	61,0	48,4	79,3%		
WACEM	100,0	69,8	69,8%		
SCANTOGO	61,0	81,9	134,2%		
BURKINA FASO	3,2	3,6	111,3%		
SONABEL	3,2	3,6	111,3%		
COÛT DE PRODUCTION DU kWh	FCFA				
NANGBETO	17,9	8,04	45%		
TAG LOME au Gaz (coût combustible)	58	60	103%		
TAG MARIA GLETA au Gaz (coût combustible)	58	76	131%		
PRIX D'ACHAT ET D'IMPORTATION DU kWh	US cent	FCFA	US cent	FCFA	
TCN	7,037	42	7,119	43	102,3%
VRA	8,386	50	8,819	53	106,4%
GRIDCo transport VRA et transit CIE	1,682	10	1,682	10	101,1%
CIE		56		64	
NIGELEC					
ECG	20,20	120	20,151	121	100,9%
PRIX DE VENTE DU kWh	FCFA	FCFA			
SBEE ET CEET	58	58			100%
CLIENTS INDUSTRIELS	65	65			100%
SONABEL	58	58			100%

La réalisation des hypothèses de base du budget 2016 montre qu'au niveau de l'offre d'énergie électrique, les clients ont été satisfaits en moyenne à 75,6% des quantités budgétisées notamment en raison des difficultés rencontrées pour l'approvisionnement en énergie.

Pour satisfaire cette demande, la VRA a fourni 33% de ses prévisions, la TCN, 82,1% et ECG, 112,4%. Par contre la CIE (1 386%) a été sollicité plus que prévu pour pallier le déficit d'énergie en provenance de la VRA, de la TCN et de la production à partir du parc de la CEB compte tenu de l'indisponibilité des TAG pour défaut de gaz.

En ce qui concerne les prix d'achat et d'importation du kWh, ils sont restés au-dessus des prévisions pour TCN (7,119 US cents contre 7,037 US cents prévu), VRA (8,819 US cents contre 8,386 US cents prévu) et CIE (65 FCFA contre 56 FCFA prévu), stables pour GRIDco (1,682 cents) et légèrement en dessous pour ECG (20,151 US cents contre 20,20 prévu) par rapport aux prévisions. L'impact de la hausse des tarifs d'importation a été renchéri par le niveau élevé du cours du dollar au cours de l'exercice soit 602,8 FCFA contre 596 FCFA prévu.

4.2 Budget d'exploitation

4.2.1 Réalisation des Produits au 31 décembre 2016

LIBELLES	BUDGET 2016 (A)	REALISATIONS AU 31 DECEMBRE 2016 (B)	ECART (A)-(B)	TAUX DE REALISATION B/A
VENTES D'ENERGIE	140 011,8	105 746,6	34 265,1	75,5%
PRODUITS ACCESSOIRES	140,0	280,7	-140,7	200,5%
AUTRES PRODUITS	0,0	103,5	-103,5	
REV.FINANCIERS ET PROD. ASS.	250,0	1 346,7	-1 096,7	538,7%
TOTAL PRODUITS	140 401,8	107 477,6	32 924,2	76,6%

Les réalisations des produits au 31/12/2016 se chiffrent à 107 477,6 millions de FCFA contre une prévision de 140 401,8 millions de francs CFA soit un écart défavorable de 34 265,1 millions de francs CFA. Ceci s'explique essentiellement par les ventes qui ont été réalisées en dessous des prévisions que ce soit au niveau des industriels que des sociétés de distribution.

N.B : les comptes de produit « Transfert de Charges 5 404,4 millions de FCFA et « Reprise de provision pour dépréciation des immobilisations corporelles » (2,5 millions

de FCFA) ne sont pas gérés par le budget et n'ont pas été pris en compte dans la réalisation des produits.

Réalisation des Charges au 31 décembre

LIBELLES	BUDGET 2016 (A)	REALISATIONS AU 31 DECEMBRE 2016 (B)	ECART (A)-(B)	TAUX DE REALISATION B/A
ACHATS ET VARIATION DE STOCKS	116 203,2	87 823,7	28 379,4	75,6%
TRANSPORTS	74,0	64,4	9,6	87,1%
SERVICES EXTERIEURS	3 806,5	4 159,5	-353,0	109,3%
IMPOTS ET TAXES	7,6	7,7	-0,1	101,4%
AUTRES CHARGES	990,0	1 708,1	-718,1	172,5%
CHARGES DU PERSONNEL	6 102,1	6 178,0	-75,9	101,2%
FRAIS FIN. & CHARGES ASSIMILEES	4 995,7	10 532,6	-5 536,9	210,8%
DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS	7 955,6	10 828,3	-2 872,7	136,1%
TOTAL CHARGES	140 134,5	121 302,2	18 832,4	86,6%

En activités ordinaires, le total des charges se chiffre à 121 302 millions contre une prévision de 140 135 millions de francs CFA soit un écart défavorable de 18 832 millions de francs CFA qui s'explique par les niveaux de réalisation des rubriques suivantes :

- les achats et variation de stocks qui ont connu un écart favorable de 28 379 millions de FCFA dû au niveau de réalisation de la demande à 77% en corrélation avec l'offre ;
- les services extérieurs avec un écart défavorable de 353 millions de FCFA ;
- les frais de personnel avec un écart défavorable de 76 millions de FCFA ;
- les frais financiers et charges assimilées avec un écart défavorable de 5 537 millions de FCFA dû aux intérêts bancaires et aux pertes de change
- les dotations aux amortissements et aux provisions avec un écart défavorable de 2 873 millions de FCFA .

N.B : les comptes de charges suivants ne sont pas gérés par le budget et n'ont pas été pris en compte dans la réalisation des charges :

- Dotations aux provisions pour risques à court terme pour 1 471,5 millions de FCFA ;
- Dotations aux provisions pour congés payés et avantage en nature pour 506,4 millions de FCFA ;
- Dotations aux provisions pour risques et charges et pour grosses réparations pour 271,7 millions de FCFA ;
- Dotations aux provisions financières pour 533,6 millions de FCFA ;
- Les frais de remise au potentiel et de réparation des turbines à gaz pour 4 814,2 millions de FCFA et les frais d'étude de projets pour 122,4 millions de FCFA.

4.3 Budget des investissements

4.3.1 Réalisation des Investissements d'Equipements au 31 décembre 2016

Prévues au budget 2016 pour un montant total de 5 287,8 millions de FCFA, les dépenses en investissements d'équipements engagées au 31 décembre 2016, s'élèvent à 4 003,8 millions de FCFA soit 75,7% des prévisions contre un taux de 22,3% en 2015.

Les investissements réalisés sont récapitulés dans le tableau ci-après :

N° ORDRE	DESIGNATIONS	BUDGET	REALISATION	SOLDE	Taux de
		2016	31/12/2016	31/12/2016	réalisation
R 205	Frais Immobilisés	3 132 000 000	3 604 951 596	-472 951 596	115,10%
R 213	Logiciels	159 500 000	0	159 500 000	0,00%
R 220	Terrains et aménagements de terrains	139 000 000	8 251 771	130 748 229	5,94%
R 232	Bâtiments industriels	37 000 000	0	37 000 000	0,00%
R 233	Autres bâtiments	102 000 000	0	102 000 000	0,00%
R 238	Installation générale, agencement, aménagement divers	594 120 000	90 408 953	503 711 047	15,22%
R 241	Autres matériels et outillages divers	269 550 000	34 129 994	235 420 006	12,66%
R 242	Equipements Electriques de puissance	35 000 000	20 052 694	14 947 306	57,29%
R 243	Equipements de protection & mesure	117 500 000	999 390	116 500 610	0,85%
R 244	Matériel et mobilier de bureau	68 460 000	25 276 314	43 183 686	36,92%
R 244	Matériel et mobilier de logement	17 390 000	2 236 756	15 153 244	12,86%
R 245	Matériel de transport	549 000 000	208 450 000	340 550 000	37,97%
R 247	Matériel informatique	67 319 000	9 083 000	58 236 000	13,49%
	TOTAL	5 287 839 000	4 003 840 468	1 283 998 532	75,72%

Tableau 6 : Récapitulatif des Investissements d'Equipements au 31 décembre 2016 (en FCFA)

Les postes du budget des investissements d'équipement qui ont connu des réalisations significatives sont :

- *Frais immobilisés*, avec un taux de réalisation de 115,1% qui a enregistré les dépenses liées à la remise au potentiel de la turbine à gaz de Cotonou pour un montant 3 605 millions de francs CFA.
- *Matériel et Mobilier de bureau*, avec un taux de réalisation de 36,9% a enregistré les achats des photocopieurs et autres matériels de bureau pour un montant de 11,78 millions de FCFA et du mobilier de bureau pour un montant de 13,5 millions de francs CFA ;
- *Matériel de transport*, réalisé à hauteur de 38% a enregistré l'achat de trois véhicules Toyota HILUX pour 67 millions de FCFA, deux véhicules Toyota LANDCRUISER pour 103,9 millions de francs CFA, d'un véhicule NISSAN PATROL pour 37 millions de francs CFA et d'une moto APSNYC à 0,5 million de francs CFA ;
- *Installations Générales, Agencements, Aménagements, Divers*, réalisé à hauteur de 15,2%, comprend l'installation d'une liaison spécialisée et des points d'accès WIFI pour un montant de 10,7 millions de FCFA, la reprise du câblage du réseau informatique du Siège de la CEB pour 47,5% ainsi que divers climatiseurs pour 32,2 millions de FCFA ;
- *Autres matériels et outillages*, réalisé à hauteur de 12,7%, concerne l'achat d'un endoscope pour 32,3 millions de FCFA, de trois tondeuses et d'un aspirateur pour 1,8 millions de FCFA ;
- *Equipements électriques de puissance*, réalisé à hauteur de 57,3%, a enregistré l'acquisitions de d'un ensemble de batteries pour 20,1 millions de francs FCFA.

4.2.2 Réalisation des Investissements industriels au 31 décembre 2016

- Budgétisé en 2016 pour un montant de 112,4 milliards de FCFA dont 84,3 milliards de FCFA représentant la part des Bailleurs de fonds, 3 milliards de FCFA pour les banques commerciales et 25,1 milliards de FCFA pour la part CEB, les Investissements Industriels ont été réalisés au 31 décembre 2016 à hauteur de 15,5 milliards de FCFA correspondant à 13,6 milliards de FCFA pour la part des Bailleurs de fonds, 293 millions de FCFA pour la part des banques commerciales et 1,6 milliards de FCFA pour la part CEB, soit un taux de réalisation de 13,8% (6,4% part CEB, 9,7% part Banques commerciales et 16,1% part des Bailleurs de fonds) contre un taux de réalisation de 18% (3% part CEB, 1% part banques commerciales et 24% part des Bailleurs de fonds) au 31 décembre 2015.

- Ce taux de réalisation des investissements industriels au 31 décembre 2016 relativement faible résulte essentiellement du non démarrage de la plupart des projets prévus au budget du fait des difficultés de trésorerie et des difficultés liés à la mobilisation des financements de certains projets.
- Les réalisations des Investissements Industriels au 31 décembre classés en trois groupes sont récapitulées ci-après :

DESIGNATION	BUDGET 2016				REALISATION FINANCIERES AU 31/12/2016							
	TOTAL	Bailleurs	Banques Commerc.	CEB	TOTAL	%	Bailleurs	%	Banques Commerc.	%	CEB	%
Projets achevés ou en voie d'achèvement	22 391	14 900	2 032	5 459	6 626	29,6%	4 736	31,8%	293	14,4%	1 597	29,3%
Projets en cours d'exécution	39 310	37 321	0	1 989	8 852	22,5%	8 852	23,7%	0	0,0%	0	0,0%
Projets non démarrés	50 660	32 028	981	17 651	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%
TOTAL	112 362	84 250	3 014	25 098	15 478	13,8%	13 588	16,1%	293	9,7%	1 597	6,4%

Tableau 7 : Récapitulatif des Investissements Industriels au 31 décembre 2016 (en millions de FCFA)